

ALGÉRIE-QATAR
Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir du Qatar

P. 24

ALGÉRIE-UNICEF
L'Algérie a atteint les objectifs du développement durable fixés en 2015

P. 3

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS
Le ministère plafonne les coûts des tests de dépistage de la Covid-19

P. 10

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC

L'APN soutient le combat du peuple sahraoui, dénonce la normalisation des relations israélo-marocaines

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a réaffirmé mercredi le soutien des députés de la chambre basse du Parlement au combat du peuple sahraoui pour l'indépendance, dénonçant par la même occasion "le truc irrationnel et immoral auquel a recouru le Maroc à travers la normalisation de ses relations avec l'entité sioniste". "La déclaration du président américain sortant au sujet du Sahara occidental ne pourra en aucun cas modifier la nature juridique et historique du Sahara occidental", a précisé M. Chenine qui s'exprimait lors des travaux d'une journée parlementaire placée sous le thème "Pour l'application du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", en présence du corps diplomatique accrédité en Algérie et nombre de personnalités nationales et d'experts.

P.24
DKnews/APS



LIEUX DE PRIÈRE

Quelque 14.000 mosquées ouvertes pour les prières

P. 3

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Session ordinaire du Comité sectoriel permanent de recherche scientifique et développement technologique

P. 4

ENIEM - TIZI-OUZOU

Les travailleurs exigent la reprise du travail

P. 6

SANTÉ

DÉPISTAGE DU VIH On décrypte la prise de sang

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (2^e TOUR PRÉLIMINAIRE - ALLER)

CRB- Gor Mahia reprogrammé au samedi 26 décembre

P. 21



ETATS UNIS

La cyberattaque contre les Etats-Unis ne peut pas rester "sans réponse" (Biden)

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Arrestation de deux éléments de soutien aux groupes terroristes durant la dernière semaine

P. 24

ACCIDENTS DE LA ROUTE Plus de 2.600 morts en 2020



La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a fait état de 17.788 accidents de la route survenus durant les 11 premiers mois de l'année 2020, faisant 2.658 morts et 24.218 blessés à différents degrés.

Dans un communiqué publié mardi, la DNSR a souligné que ce bilan vise "à informer l'opinion publique de l'évolution du phénomène des accidents de la route à l'échelle nationale, aussi bien en milieu urbain que rural".

La DNSR avait lancé, lundi à partir de Blida, une campagne de sensibilisation sur les accidents de la route en saison hivernale, ciblant principalement les conducteurs de poids-lourd, sous le signe "En hivers, redoublez de vigilance".

La station-service "Sidi Lekbir" de Meftah (extrême-est de Blida) a été la première étape de cette campagne qui se poursuivra tout au long de l'hiver, avec des haltes au niveau de nombreuses stations-services de l'autoroute Est-Ouest.

SAIDA Des artisans produisent 150.000 masques de protection



Des artisans hommes et femmes de la wilaya de Saïda ont confectionné 150.000 masques de protection depuis mars dernier jusqu'à ce jour, dans le cadre des efforts conjugués de prévention contre la pandémie du Covid-19, a-t-on appris mardi du directeur de la chambre d'artisanat et des métiers "Saïdi Benyebka".

Smail Ammari a indiqué que cette opération supervisée par la chambre d'artisanat et des métiers (CAM) a vu la contribution de plus de 100 artisans activant dans le domaine de la confection des habits ayant fourni la matière première pour la production de ces masques.

La CAM a aussi distribué des fournitures de prévention aux hôpitaux et administrations.

Les services de la wilaya de Saïda enregistrent la distribution, à titre gratuit aux citoyens, commerçants, staffs médicaux et administrations, d'un million de masques de protection depuis l'apparition de la pandémie, a fait savoir la même source.

SADEG DE SIDI ABDELLAH- ALGER Sensibilisation aux dangers du gaz naturel

La direction de la Société de distribution de l'électricité et de gaz (SADEG) de Sidi Abdellah et la Sûreté de la circonscription administrative de Zeralda ont organisé une caravane de sensibilisation aux dangers du mauvais usage du gaz naturel, indique mardi un communiqué de la direction de la SADEG.

Organisée en coordination avec la cellule d'écoute et de prévention de la sûreté de la circonscription administrative de Zeralda, cette caravane devra silloner les établissements éducatifs et les places publiques relevant des territoires communs entre la direction de la SADEG de Sidi Abdellah et la sûreté de Zeralda, note la source.

Le départ de la caravane aura lieu à partir du lycée de Sidi Abdellah 1 passant par les autres établissements éducatifs, trois cycles confondus.

La direction de la SADEG de Sidi Abdellah s'engage à respecter les mesures de prévention contre la covid-19, étant donné que l'opération de sensibilisation contre les dangers du mauvais usage du gaz naturel devra se poursuivre tant que le gaz continu à faire des victimes, conclut la source.

MÉDÉA Chute mortelle d'une quinquagénaire du 2^{ème} étage d'une bâtisse

Une quinquagénaire est décédée, mardi, suite à une chute mortelle du 2^{ème} étage d'une bâtisse, située au niveau du quartier "Ras-Kelouche", sur les hauteurs de la ville de Médéa, a-t-on appris auprès de la protection civile.

La victime, tombée d'une hauteur de six mètres, est morte sur le coup, a indiqué la même source, précisant qu'en dépit de l'intervention rapide des secouristes, ces derniers n'ont pu que constater le décès de cette femme.

Une enquête a été diligentée, aussitôt, par les éléments de la sûreté nationale afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

SOLIDARITÉ 150.000 masques offerts par la communauté algérienne de Toulouse en France

Un don de 150.000 masques fait par la communauté algérienne établie à Toulouse en France a été réceptionné mardi pour contribuer aux efforts des autorités visant à endiguer la pandémie covid-19.

A cette occasion, le Directeur général des affaires consulaires et de la communauté nationale établie à l'étranger au ministère des Affaires étrangères, Mohamed Bensabri, a déclaré à la presse à l'aéroport international d'Alger, que ce don de solidarité comportait des masques à 3 plis offerts par les membres de la communauté algérienne établie à Toulouse en France pour exprimer leur attachement à leur mère patrie. Il a également salué les efforts déployés par la compagnie d'Air Algérie pour l'embarquement et le transport de ces aides vers l'Algérie.

De son côté, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar, a fait savoir que "l'Etat a mobilisé tous les moyens pour contenir la pandémie", saluant ce genre de dons de solidarité qui contribuent au renforcement des gestes barrières et témoignent de la volonté des Algériens de lutter contre ce virus.

CAMPAGNE "UN HIVER CHAUD" À ORAN 200 personnes nécessiteuses en bénéficient

Quelque 200 personnes nécessiteuses bénéficiant de vêtements, de couvertures, de manteaux et autres, dans la wilaya d'Oran dans le cadre de la campagne "un hiver chaud", organisée par le conseil "Souboul El Kheirat" relevant de la direction des affaires religieuses et wakfs, a indiqué mardi le président du conseil.

Le cheikh Bachir Bahri a indiqué, à l'APS, que la campagne, lancée fin novembre dernier, comporte divers effets pour l'hiver collectés auprès des bienfaiteurs.

Cette campagne de solidarité, qui se poursuit tout au long de la saison hivernale, cible les pauvres, les orphelins et les veuves dans différentes communes de la wilaya et notamment les zones d'ombre.

D'autre part, le conseil "Souboul El Kheirat" distribue, dans le cadre de cette campagne, 150 repas chauds par jour aux sans-abri, aux passants et aux pauvres, a-t-on fait savoir.

Afin de faire bénéficier un grand nombre possible de personnes dans le besoin, cette instance caritative lance un appel aux citoyens sur son site Internet les exhortant à faire don de denrées alimentaires, de vêtements d'hiver et aut res fournitures au niveau de la mosquée "Emir Abdelkader" de hai "El Barki".

ANNABA Saisie de plus de 96.000 unités de marchandises non déclarées

L'inspection principale des opérations commerciales relevant de la direction régionale des Douanes algériennes a saisi au port d'Annaba, lors de contrôle douanier dans 2 conteneurs de transport de marchandises importées de la Chine et de la Turquie, plus de 96.000 unités d'accessoires et marchandises non déclarés, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes d'Annaba.

L'inspection d'un conteneur chargé, selon la déclaration douanière, de 1.099 unités d'accessoires pour téléphones portables importés de la Chine, a permis à la brigade de contrôle de découvrir dans le même conteneur, 86.190 autres unités d'accessoires non déclarés, a précisé la même source.

Dans le deuxième conteneur, les douaniers ont découvert 10.724 unités de vêtements non déclarés importés de la Turquie, a-t-on ajouté.

Un procès verbal (PV) d'infraction a été établi et la quantité de marchandises non déclarées a été saisie conformément aux dispositions de l'article 325 du code des Douanes, a-t-on noté.

ALGER Arrestation de trois individus avec saisie de psychotropes

Les éléments de la Sûreté d'Alger ont arrêté trois (03) individus impliqués dans le trafic de drogue dure et de psychotropes et saisi une importante quantité de comprimés psychotropes, a indiqué mardi un communiqué de ces services.

"Cette opération a permis l'arrestation de trois mis en cause âgés de 20 à 35 ans et la saisie de 850 comprimés de drogue dure, 57 comprimés psychotropes, une plaquette de cannabis et de l'argent liquide", précise le communiqué.

Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes.

Par ailleurs, "trois individus impliqués dans une rixe à l'arme blanche sur la voie publique au niveau de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais, ont été arrêtés, dans l'attente de l'arrestation de six autres individus impliqués dans la même affaire".

COMMERCE - EXPORTATION Le ministère du Commerce réunit les opérateurs du rond à béton

Le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai a présidé, mardi, une réunion avec les opérateurs activant dans l'industrie du rond à béton pour examiner les difficultés rencontrées à l'exportation, a indiqué un communiqué du ministère.

Organisée au siège du ministère, la réunion a été consacrée à l'examen des difficultés rencontrées par les exportateurs, notamment en termes de taxes en

vigueur et de mécanismes de rationalisation des frais de transport et de logistique pour la promotion du produit national afin de mieux investir les marchés extérieurs, ajoute la même source. La réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de concertation lancées par le ministère du Commerce avec les partenaires professionnels et les acteurs de la production et de l'exportation.



RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Session ordinaire du Comité sectoriel permanent de recherche scientifique et développement technologique

La première session ordinaire du Comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique (CSP) se tiendra mercredi et jeudi à distance et sera axée sur l'enrichissement de la politique sectorielle, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette rencontre s'inscrit dans "la perspective de rassembler et de proposer les éléments nécessaires à l'enrichissement de la politique sectorielle de recherche scientifique et de développement technologique et en vue de veiller à la mise en œuvre et au suivi coordonnés des programmes de recherche scientifique", précise-t-on.

Au regard du contexte exceptionnel imposé par la crise sanitaire, cette première session du CSP-MESRS se tiendra à distance et seule la séance plénière se déroulera au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST) en présence de responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT).

Selon l'ordre du jour de cette première session, la séance plénière sera consacrée à la présentation du bilan général 2020 en matière de recherche scientifique et de développement technologique ainsi que les perspectives pour l'année 2021.



Par ailleurs, des présentations sont prévues sur les publications scientifiques, les brevets, les programmes nationaux de recherche plurianuels (santé du citoyen, sécurité alimentaire et sécurité énergétique) et les programmes internationaux de recherche. Trois ateliers par visio-

conférence sont programmés et le premier aura pour objectif "la sélection des laboratoires d'excellence (Tamyouz)". Selon les organisateurs, "après validation de la liste par le Comité sectoriel permanent, les laboratoires "Tamyouz" seront créés, installés, suivis et accompagnés par la DGRSDT (MESRS) dans sa politique de recherche, de formation, de développement technologique, de valorisation et d'innovation selon les standards inter-

nationaux".

Leur mission sera d'"exécuter des activités de recherche d'envergure nationale et l'un des principaux objectifs sera de soutenir la stratégie nationale pour un développement économique durable", indique-t-on. Les laboratoires "Tamyouz" bénéficieront d'un appui financier conséquent ainsi que du soutien de la DGRSDT qui veillera à offrir un climat adéquat à la conduite des activités de recherche".

Le deuxième atelier qui se penchera sur la création d'entités de recherche, sera consacré à la présentation des résultats des appels à création de différentes entités de recherche (laboratoires, centres, incubateurs, autres services communs...).

Quant au troisième, il aura pour tâche d'"engager une réflexion autour du projet de décret concernant l'évaluation de la recherche. Il s'agit de formaliser des critères d'évaluation des entités de recherche, des équipes de recherche et du chercheur dans un projet de décret exécutif".

LIEUX DE PRIÈRE Quelque 14.000 mosquées abritent les cinq prières quotidiennes et celle de vendredi

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, a fait état, mardi à Alger, de quelque 14.000 mosquées abritant les cinq prières quotidiennes et celle de vendredi, dans le cadre du respect des mesures de prévention contre le Coronavirus (Covid-19).

S'exprimant lors d'une rencontre consacrée au bilan 2020, M. Belmahdi a mis en avant les efforts déployés par le secteur pour l'accompagnement de la réouverture partielle des mosquées, soulignant que "cette mesure qui a concerné, dans un premier temps, 4.000 mosquées à travers le pays, englobe aujourd'hui quelque 14.000 mosquées abritant les cinq prières quotidiennes ainsi que celle de vendredi".

M. Belmahdi a indiqué, dans ce sens, suivre "personnellement" la réouverture progressive des mosquées pour la prière de vendredi, assurant "qu'il approuvait quotidiennement des réouvertures en dépit des mesures de confinement. La crise épidémiologique a imposé, durant plus de cinq mois, la fermeture des mosquées qui ont maintenu l'appel à la prière et l'orientation et le conseil au profit des citoyens par microphones et à travers "la mosquée virtuelle", a-t-il rappelé.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait chargé, en août dernier, le Premier ministre d'organiser la réouverture progressive des lieux de culte, des plages et des espaces de loisirs et de récréation. Une décision ciblant, dans un premier temps, les grandes mosquées d'une capacité d'accueil d'au moins un millier de fidèles avec le respect de la distanciation sociale et du port du masque.

Par ailleurs, le ministre des Affaires religieuses fait état de la numérisation de 80% du secteur, via réseau internet ou intranet entre l'administration centrale et les directions locales, les instituts de formation et centres culturels. Soulignant les mesures prises par son département en cette conjoncture "difficile" induite par la propagation de la Covid-19, le ministre a évoqué la formation des imams et personnels administratifs, "à distance", ajoutant que les derniers examens pour la sélection des imams appelés à encadrer des mosquées en France aura lieu prochainement.

MÉMOIRE NATIONALE

Intégrer les différents aspects de la mémoire nationale dans les programmes d'enseignement (Chikhi)

Le conseiller du président de la République chargé des archives et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, a appelé mardi à Alger à intégrer les différents aspects de la mémoire nationale dans les programmes d'enseignement et de formation pour renforcer l'unité nationale et relever les défis. Dans une allocution lors d'une réunion périodique avec les coordinateurs des secteurs ministériels concernés par le dossier de la mémoire et des représentants de la société civile, M. Chikhi a précisé que "le moment est venu de réviser les programmes d'enseignement et de formation relatifs à l'histoire et à la langue arabe en accordant un intérêt particulier à ces deux matières".

Pour le Directeur général des Archives nationales, l'intégration des différents aspects de la mémoire nationale dans les programmes d'enseignement et de formation est importante, en ce sens qu'elle "permet de renforcer l'unité nationale et de relever

les défis posés par les développements induits par les technologies de l'information et de la communication et leur impact sur les sociétés, et en particulier sur la société arabe".

Aussi, M. Chikhi a insisté sur la nécessité de mettre en valeur les résultats des recherches scientifiques, réalisés par les établissements universitaires et les instances s'intéressant à l'histoire et à la langue arabe, et de les traduire sous forme de mécanismes favorisant la "promotion de l'enseignement de ces deux matières, surtout dans les premiers cycles de l'enseignement".

A ce propos, le conseiller du Président de la République a réaffirmé que toute action entreprise dans le cadre du programme de la Mémoire nationale requiert "la contribution de l'ensemble des secteurs et de la société civile pour parvenir à des résultats probants en un laps de temps court". Le discours religieux demeure tout aussi important pour "l'an-

crage de la mémoire nationale chez le citoyen, avec l'aide du mouvement associatif dont l'enracinement est profond dans la société", a-t-il soutenu. Intervenant par la même, le président du Haut conseil de langue arabe (HCLA), Salah Belaïd a souligné l'importance d'utiliser la langue arabe afin de consolider sa place, proposant la mise en place d'une nouvelle stratégie d'enseignement de cette langue en associant les différentes institutions chargées de l'éducation.

Il ne faut pas, pour autant, "renoncer au principe d'ouverture linguistique qui constitue, d'ailleurs, une fenêtre sur les autres cultures", dira-t-il.

Les interventions des représentants des secteurs ont porté sur l'impératif de coordonner le travail collectif avant la révision des programmes pédagogiques des matières d'Histoire et de Langue arabe en vue de renforcer les aspects de la mémoire nationale.

HISTOIRE-RÉVOLUTION

Aït Ahmed, Abane, Abbas : esprits fédérateurs et attachement à l'unité nationale comme legs pour les Algériens

Esprits fédérateurs, attachés à l'unité nationale, partisans du dialogue constructif devant toute situation, Hocine Aït Ahmed, Abane Ramdane et Ferhat Abbas, symboles de l'unité nationale, ont consacré leur vie pour une Algérie unie, laissant un legs et un socle inestimables pour le peuple algérien. Trompés dans l'adversité, dès leur jeune âge, ces illustres personnages, tous décédés un mois de décembre, avaient marqué et continuent de marquer l'Histoire de l'Algérie, en raison de leur engagement, de leur lutte continue pour une Algérie plurielle et indépendante, et un Etat de droit. Homme aux combats pluriels, Aït Ahmed aura marqué jusqu'à la fin de ses jours la vie politique nationale. Il s'engagera, à la fleur de l'âge, au sein du mouvement national et assumera d'éminentes fonctions, très jeune.

Il chapeautera, à l'âge de 22 ans à peine, l'Organisation spéciale (OS), vivier des futures dirigeants du FLN. "Je sais qu'il a milité très jeune au PPA et qu'il a été parmi ceux qui ont répondu en Kabylie l'idée d'indépendance et la notion organisation, deux principes chers au parti (PPA-MTLD) dans les années difficiles de 1945 et 1946. Il n'a pas hésité à sacrifier ses études dans la lutte et vivre la vie dangereuse de maquisard", avait souligné, à propos d'Aït Ahmed, Benyoucef Benkhedja dans son ouvrage "aux origines du 1er novembre 1954".

L'ancien chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche, avait soutenu que le leader his-

torique était un "fin stratège, au parcours et au combat exceptionnel, multidimensionnel, pour un même idéal, l'indépendance et les libertés pour son pays et ses concitoyens". Il se révélera "fin diplomate" et expert "hors pair" des enjeux mondiaux, avait-il indiqué, soulignant qu'Aït Ahmed conseillait toujours de "transcender les clivages de chapelles et les dissensions pour l'intérêt de l'Algérie". Figure historique du nationalisme algérien, membre du groupe des neuf à l'origine du déclenchement de la Révolution, l'un des pionniers du front pour une diplomatie de libération et fondateur du FFS, Hocine Aït Ahmed fut sans conteste l'homme au combat pluriel.

Aux idées "assimilationnistes" au début de son engagement politique, Ferhat Abbas avait, de son côté, fini par s'engager résolument dans le camps de la lutte sans relâche contre le colonialisme français. Il avait été, aux temps des Amis du manifestes et de la liberté (AML), au début des années 40, un des éléments moteurs pour l'unité avec le Parti du peuple algérien et les Oulémas. Cette union se concrétisera par la création d'un rassemblement autour du manifeste qui prend pour nom les AML. "Après l'expérience du Congrès musulmans, les AML sont la seconde tentative de regroupement politique des forces vives du pays", écrit l'ancien président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Benyoucef Benkhedja, dans son ouvrage "aux

origines du 1er novembre 1954, ajoutant que "les buts annoncés sont aux antipodes de l'assimilation".

Après son adhésion au Front de libération nationale (FLN) en 1955, redoutant des critiques de certaines personnalités pour avoir pris le train en marche, Abane Ramdane lui rétorque que "le FLN n'appartient à personne, mais au peuple qui se bat (...) Si la révolution n'est pas l'œuvre de tous, elle avortera inévitablement", cité par Khalifa Mameri dans son ouvrage "Abane Ramdane, héros de la guerre d'Algérie".

Il fut choisi, plus tard, pour présider le premier GPRA. "Nous ne perdons pas de vue les négociations auxquelles on aboutirait bien un jour, et pensions dans notre ignorance que se serait le président du GPRA qui rencontrerait en fin de compte le général De Gaulle. Or, qui pouvait mieux qu'Abbas dialoguer avec De Gaulle", écrit Saad Dahleb, ancien ministre des Affaires étrangères du GPRA, dans son ouvrage "mission accomplie". Il a milité après l'indépendance, par sa plume et ses contributions au débat, pour une Algérie prospère qui fédère tous ses enfants, artisan de la réflexion, du dialogue pour solutionner tous les différends. Surnommé le "Jean Moulin algérien", Abane Ramdane avait, lui, su, en tandem avec Larbi Ben M'hidi, fédérer toutes les tendances du mouvement national pour les fusionner au sein du FLN pour combattre la France. "Il

serait excessif de tout ramener à la personne de Abane Ramdane, comme il est injuste de ne pas lui reconnaître un rôle de catalyseur dans les domaines les plus variés", fit remarquer Khalifa Mameri, dans son ouvrage "Abane Ramdane, héros de la guerre d'Algérie". Benyoucef Benkhedja avait soutenu que Abane était un "combattant qui s'est dépensé corps et âme pour l'indépendance de l'Algérie et demeure le symbole de l'unité nationale durant la guerre de libération". Ces illustres personnages qui ont marqué l'histoire de l'Algérie, ont laissé une empreinte indélébile et un legs inestimable en matière d'unité, de dialogue et d'esprit fédérateur, même dans les situations les plus critiques de l'Histoire de l'Algérie. C'est dû par ce même esprit, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a eu de cesse d'appeler, depuis son élection à la magistrature suprême, au lancement d'un dialogue national, sans exclusivité, ni marginalisation, et avec la participation de toutes les franges de la société. Ce dialogue servira à construire un front interne "solide et cohérent" permettant la mobilisation des énergies et des compétences nationales, et de rattraper le temps perdu en vue d'édifier un "Etat d'institutions" qui consacre la démocratie et évite au pays toute "dérive autocratique", un Etat dans lequel les citoyens jouiront de la sécurité, de la stabilité et des libertés.

ALGÉRIE-UNICEF

L'Algérie a atteint les objectifs du développement durable fixés en 2015 (Ministère)

L'Algérie a atteint les objectifs du développement durable fixés en 2015, notamment dans les domaines de la mortalité néonatale, maternelle et infantile, et de l'éducation, a révélé l'enquête par grappes à indicateurs multiples en Algérie MICS6, rendu publique mardi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Les résultats de cette enquête, 5ème du genre en Algérie et 6ème dans le monde, ont été annoncés suite à la collecte d'informations auprès de 31.325 ménages concernant les volets de santé, de l'éducation et de la protection chez la femme et l'enfant, répartis au niveau des espaces de programmation territoriale (EPT) définis par le Schéma national d'aménagement du territoire.

"L'Algérie a atteint les objectifs du développement durable fixés en 2015, concernant le taux de mortalité néonatale, maternelle et infantile, de l'éducation et de la parité", a déclaré à la presse le représentant en Algérie du Fonds des Nations unies pour l'enfance, Isselmou Boukhary, en marge de la présentation des résultats de l'enquête au siège du Ministère.

Il a expliqué que l'Algérie a fait des "progrès" en matière de baisse du taux de mortalité infantile qui était de l'ordre de 15/1000 en 2015, pour atteindre 12/1000 en 2020 et ce, en émettant le vœu de le voir baisser à 7/1000 d'ici 2030. "Le taux de mortalité néonatale et maternelle a également beaucoup baissé", a-t-il relevé. De même pour la scolarisation qui a connu, a-t-il dit, une "forte progression", où "environ

99% des enfants en Algérie vont à l'école", notant l'existence de parité entre les garçons et les filles.

Ceci étant, M. Boukhary n'a pas manqué de souligner que l'enquête MICS confirme la nécessité d'accroître les investissements dans plusieurs domaines notamment dans les volets de la vaccination et de l'allaitement maternel.

Il a indiqué que l'allaitement maternel demeure "extrêmement bas" avec à peine "29% pour l'allaitement exclusif pendant les 6 premiers mois", estimant que les premiers gestes simples que les parents peuvent faire consistent à allaiter leurs enfants, les vacciner et les stimuler en leur donnant de l'amour.

L'Algérie doit également faire des efforts dans la protection, selon lui, de la femme et de l'enfant de toute violence. Des volets qui doivent être pris en considération dans ses objectifs de développement durable de 2030, a-t-il préconisé, faisant ce pendant savoir qu'en prenant la décision d'être parmi les premiers pays à mener l'enquête de MICS6, "l'Algérie a démontré à nouveau sa volonté et son engagement à collecter des données sur la situation de la mère et de chaque enfant, et aussi de les rendre pu-



bliques". Par ailleurs, dans une allocution lu par le secrétaire général, Abdelhak Saihi, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a déclaré que la réalisation de la MICS6 traduit "une fois de plus et de plus en plus fort, les efforts que fournis notre pays pour disposer des données sûres, fiables, détaillées et comparables à l'échelle internationale". Par cette enquête, l'Algérie exprime sa volonté, a indiqué le ministre, d'"améliorer la santé et le bien-être de sa population en garantissant la disponibilité de données pertinentes

à des fins de planification, de suivi et d'évaluation à tous les niveaux".

"Il est vrai que les informations ayant retenu plus d'attention dans l'enquête ont un lien direct avec la santé des individus notamment des femmes et des enfants mais elles rendent aussi compte du niveau de bien être notamment social dans lequel ils évoluent, en s'appuyant sur des indicateurs intégrateurs robustes, pertinents et efficaces", a fait savoir M. Benbouzid.

Il a précisé que la santé de la femme, dans un premier temps, dans son enfance et dans un second

temps, aux âges de la reproduction et plus particulièrement en sa qualité de mère, est abordé avec beaucoup de détails. Pour ce qui concerne l'enfant notamment avant l'âge de 5 ans, l'enquête traite aussi bien des questions liées à sa santé qu'à son développement et sa discipline. "Pour cette fois-ci, exceptionnellement, comme l'enquête a été réalisée à la veille de l'avènement de la COVID-19, crise sanitaire planétaire, elle constitue par excellence un repère historique pour mesurer l'impact de cette pandémie sur le développement de notre pays, estimer l'effort de rattrapage à développer et surtout de contribuer à l'élaboration de plans d'urgences-type à mettre en œuvre face à d'éventuelles pandémies", a-t-il dit.

Tout en signalant que les résultats de cette enquête ne sauraient être disponibles sans le concours et la mobilisation de multiples intervenants et partenaires engagés, M. Benbouzid a tenu à saluer l'Unicef, initiateur de l'enquête, pour leur soutien "financier et technique dans la conduite de ce projet avec succès et avec toute la rigueur méthodologique requise assurant un label universel aux données obtenues".

INONDATIONS À JIJEL Le ministère des Ressources en eau dépêche une commission

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Beraki a dépêché lundi une commission de haut niveau de son département à la wilaya de Jijel en vue de déterminer les causes des dernières inondations survenues à Taher et le chef lieu de la wilaya causant des dégâts des dommages considérables des biens, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Composée d'un directeur central et de directeurs généraux de l'Agence nationale des ressources en eau et de l'Office national d'assainissement (ONA), outre des experts et des spécialistes relevant du ministère à la wilaya, la Commission qui est arrivée à Jijel a tenu des rencontres avec les autorités locales de la wilaya avant de se rendre à plusieurs sites touchés par ces inondations, dont l'entrée est de la wilaya, le quartier Rabta et le pont de l'oued El Kantara, a expliqué la même source.

Dans ce cadre, une série de mesure d'urgence et pratiques ont été prises pour remédier à la situation et les dégâts matériels occasionnés par les inondations.

Il s'agit de la mobilisation des moyens humains et matériels pour curer les restes et assainir les canaux d'assainissement sanitaire, la mobilisation de camions de l'ONA de wilayas limitrophes pour enlever la montée des crues ainsi que la mobilisation d'une équipe technique spécialisée pour diagnostic de la situation et traitement des dégâts ayant touché les différentes infrastructures hydrauliques, a précisé la même source. Une équipe technique relevant de l'Organisme de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH) qui entamera demain mercredi son travail a été également mobilisée.

La Commission ministérielle annoncera après diagnostic complet et exacte de la situation des mesures complémentaires, a conclu le document.

ALGÉRIE-ITALIE

L'Italie s'engage à renforcer les liens d'amitié et de coopération avec l'Algérie (ambassadeur)

Le nouvel ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese, s'est engagé mardi à renforcer les liens d'amitié et de coopération politique et économique entre les deux pays. "L'amitié entre l'Italie et l'Algérie a des racines profondes qui remontent même avant l'indépendance algérienne, et cette amitié s'est toujours nourrie de la proximité géographique, des liens culturels et humains entre nos peuples et des échanges économiques", indique le diplomate italien dans un message adressé aux Algériens sur les réseaux sociaux. Rappelant que l'Algérie est le premier partenaire commercial de l'Italie dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) avec des échanges dépassant les 8 milliards de dollars, l'ambassadeur a souligné l'urgence de renforcer ce partenariat, d'autant que près de 200 sociétés italiennes sont présentes en Algérie. L'ambassadeur cite, à cette occasion, certaines de ses priorités parmi lesquelles la "diversification" du partenariat, notamment dans des domaines comme la transition énergétique, l'industrie agroalimentaire et les nouvelles technologies. Il s'est engagé au ssi à "faciliter les collaborations" entre les PME et les start-up italiennes et algériennes. Sur le plan politique, M. Pugliese met en avant l'existence d'un "partenariat stratégique et historique, qui remonte à la période de l'indépendance algérienne et qui n'a jamais été suspendu". Au volet international, M. Pugliese a fait part de la volonté de son pays de travailler avec l'Algérie afin de "faire face ensemble aux défis communs globales et

régionales, comme la crise sanitaire liée au Covid-19 et ses conséquences économiques et géopolitiques dans la Méditerranée et le Sahel". Sur un autre plan, il a indiqué que l'année 2021 "sera encore plus riche pour l'amitié algéro-italienne. Une dynamique absolument extraordinaire et sans précédent", a-t-il assuré. Il s'est engagé ainsi à "renforcer les liens humains et culturels entre le peuple italien et le peuple algérien à travers la promotion de la langue italienne en Algérie, l'octroi de bourses d'études pour les étudiants algériens et l'organisation d'initiatives culturelles en coordination avec l'institut culturel italien d'Alger et l'école italienne Roma d'Alger". "L'Ambassade d'Italie vise à promouvoir une politique active dans le domaine des visas", affirme le diplomate, rappelant que cette année, malgré Covid-19, "nous avons institué un mécanisme spécial qui a permis à beaucoup d'étudiants algériens de ne pas rater l'année universitaire en Italie". Il a également rappelé que l'Italie "est le seul pays à avoir un centre visa dans l'extrême sud algérien (Adrar) promettant de "doubler les centres de visa en Algérie". Enfin, il a rappelé que l'Italie a été l'un des premiers pays à être frappée de plein fouet par la pandémie, affirmant avoir "été personnellement touché par le nombre et la qualité des messages de solidarité qui, de partout en Algérie, ont été envoyés aux Italiens". "Cela témoigne de l'amitié entre les deux peuples et non seulement entre les deux pays. Ce sont les moments difficiles qui nous montrent les vrais amis", conclut-il.

ENVIRONNEMENT-COLLECTIVITÉS LOCALES

Projet commun pour accroître les possibilités d'emploi dans la gestion des déchets

Le ministère de l'Environnement a organisé les 22 et 23 décembre une rencontre, en collaboration avec l'Agence allemande de coopération "GIZ", pour faire le point sur l'avancement du projet de renforcement des capacités des collectivités locales pour accroître les possibilités d'emploi dans le domaine de la collecte et de la gestion des déchets, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Le projet, qui entre dans le cadre des efforts du secteur de l'Environnement pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, conformément aux instructions de la ministre, Nassira Benharrats, couvre plusieurs communes au niveau de cinq (5) wilayas: Ouargla, Oum El-Bouaghi, Jijel, Tlemcen et Sétif.

Il a pour objectif la mise en place d'un système efficace de gestion des déchets ménagers pour la promotion du service public, l'amélioration du cadre de vie des citoyens et la préservation de l'environnement, a précisé la même source.

Des représentants des ministères de l'Environnement et de l'Intérieur, de l'Agence

allemande de coopération "GIZ" et des communes concernées par le projet, ainsi que les directeurs des centres d'enfouissement technique, ont pris part à cette rencontre dont la première journée a permis de faire le point sur l'avancement des travaux. A cette occasion, une commission a été mise en place pour suivre le projet sur le terrain.

La deuxième journée de cette rencontre a été l'occasion pour les participants parmi les cadres des ministères de la Formation et de l'Enseignement professionnels, des Affaires religieuses et des Wakfs, de l'Education, et de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), d'évoquer les programmes en cours de préparation devant être intégrés dans le cursus proposé par les établissements de formation et de l'enseignement professionnels. L'objectif étant de développer les capacités des agents d'hygiène et des chauffeurs de camions salariés des collectivités concernées par le projet.

Le projet permettra de faire un diagnostic approfondi de l'opération de gestion des dé-

chets au niveau des communes concernées, de mettre en place un modèle de gestion relatif au transport et à la collecte des déchets pour chaque commune, et de préparer un programme de sensibilisation impliquant tous les acteurs des associations, des comités de quartiers et autres, ainsi que ceux concernés par l'environnement, a-t-on souligné. Il s'agit aussi d'accompagner les jeunes porteurs de projets dans la création de micro-entreprises dans le domaine de la gestion de déchets. S'agissant du volet formation, ajoute le ministère, un programme prévoyant des sessions de formation a été mis en place au profit des travailleurs et des cadres concernés par la gestion des déchets dans la commune et l'établissement. Un autre programme de sensibilisation est également prévu, dans ce cadre, et devra, selon la même source, impliquer l'ensemble des acteurs, notamment les administrations, entreprises publiques, associations, comités de quartiers et autres, intervenant dans les affaires environnementales.

INTEMPÉRIES À SKIKDA Des instructions pour enlever les débris des chantiers

Le wali de Skikda Abdelkader Bensaïd a donné mardi des instructions fermes aux responsables des différents secteurs concernés à l'effet de sommer les entrepreneurs d'évacuer les débris de leurs chantiers dans les plus brefs délais, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Lors d'une réunion d'urgence d'évaluation de la situation au lendemain des intempéries ayant affecté la wilaya et des mesures à prendre concernant "les points noirs" constatés, le chef de l'exécutif local a insisté sur "l'urgence d'évacuer les débris cumulés dans les différents chantiers, considérés comme la cause principale dans l'obstruction des avaloirs dans les régions basses de la ville notamment", a déclaré la même source à l'APS.

"Des sanctions seront prises à l'encontre des contrevenants", a averti le chef de l'exécutif local. Le wali a également instruit les responsables de tous les secteurs à l'effet de saisir "en temps réel" les parties concernées, s'agissant de cas d'urgences ou autres incidents pouvant survenir dans la wilaya, "pour des interventions efficaces et à temps", a-t-on in-



diqué. Abdelkader Bensaïd a insisté également sur la mobilisation de tous les moyens d'intervention nécessaires relevant du secteur des travaux publics et des communes et de les positionner à proximité des points noirs recensés, notamment aux entrées des villes, sur les abords des oueds et

dans les quartiers abritant des habitations précaires et bidonvilles. Le chef de l'exécutif local a donné des instructions pour la réalisation d'un plan d'urgence de prévention des dangers des intempéries et la présentation d'un état des lieux quotidien sur la situation durant la période des intempéries.

La direction locale des travaux publics s'emploie depuis hier, lundi, à la réouverture des différents tronçons de route fermés en raison de l'accumulation d'eau et de la boue, a-t-on rappelé, relevant "un retour progressif à la normale".

Pour rappel, la périphérie de la ville de Skikda a connu lundi de fortes précipitations de pluies causant une augmentation du niveau des eaux dans plusieurs cités et habitations et la fermeture de plusieurs axes routiers, notamment à l'entrée principale du chef lieu de wilaya à la cité Hamrouche Hamoudi, dans la commune Hamadi Krouma, suite au glissement de terrain et l'accumulation de la boue sur la route.

A la ville de Skikda, hormis l'accumulation des eaux au colège d'enseignement moyen (CEM) Ibn Djoubir, aucun incident n'a été relevé, a-t-on noté.

INTEMPÉRIES DE JIJEL Un rapport détaillé sur les dégâts pour prendre les mesures nécessaires

Une commission a été dépêchée à Jijel par le ministre des Ressources en Eau à la suite des récentes intempéries enregistrées dans cette wilaya pour élaborer "un rapport détaillé sur les effets des ruissellements pluviaux en prévision de la prise de mesures idoines", a indiqué mardi le responsable de la commission Farid Laadjal.

"Un rapport détaillé sera présenté au ministre des Ressources en Eau pour prendre les mesures nécessaires", a affirmé M. Laadjal dans une déclaration à la presse,

en marge de l'inspection effectuée par les membres de la commission aux divers sites sinistrés par les ruissellements torrentiels.

Le responsable de la commission a également souligné qu'une étude est en cours au niveau du ministère de tutelle à l'effet de déterminer "l'ensemble des points noirs" à travers le pays, afin d'établir un plan d'intervention étalé sur plusieurs années pour éliminer les risques d'inondations". De son côté, le directeur général de l'Office national d'assainissement (ONA),

Abdelkader Rezak, a indiqué que les services de l'ONA, dépêchés à Jijel, utilisent une caméra de pointe capable de pénétrer dans les longs tunnels inaccessibles à l'homme pour déterminer la présence d'obstacles les obstruant en vue d'intervenir pour les enlever et éviter de futures inondations.

Des pluies torrentielles s'étaient abattues la nuit de dimanche à lundi causant l'effondrement partiel du pont d'Oued El Kantra à l'entrée orientale de la wilaya de Jijel et charriant 18 véhicules.

ORAN Rénovation de la conduite du transfert d'eau potable du barrage de Chelif vers Ain El Bia

La Direction des ressources en eau de la wilaya d'Oran a inscrit un projet de rénovation de la conduite de transfert d'eau du barrage de Chlef (Mostaganem) vers Ain El Bia dans la daira de Bethioua (Oran), a annoncé mardi son directeur Smaïne Boumediene. Ce projet a constitué une des priorités lors de la dernière réunion des directeurs des ressources en eau avec le ministère de tutelle, a relevé M. Boumediene en marge d'une confé-

rence de presse organisée mardi par l'agence du bassin hydrographique oranais "Chott Chergui" et consacrée à l'enquête nationale sociale pour améliorer le service public de l'eau, indiquant que l'eau reçue par l'actuelle conduite en acier est de couleur jaune à rougeâtre.

Le directeur des ressources en eau a fait savoir que le coût du projet de renouvellement de cette canalisation de 20 km est estimé à pas moins de 3 milliards

DA et que le ministère de tutelle a proposé la concrétisation de cette opération par étapes eu égard à l'importance de l'enveloppe financière qu'elle nécessite.

En marge de cette rencontre avec la presse, le directeur de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), Oussama Helaili, a affirmé que la réalisation de ce projet apportera une solution radicale au problème de changement de la couleur de

l'eau, engendré par la défectuosité de la conduite en acier, notamment en cas de haut débit.

M. Helaili rassure encore une fois les consommateurs que malgré le changement de sa couleur, une eau pareille est consommable car le taux de fer ne constitue pas une menace pour la santé, en s'appuyant sur le constat des laboratoires de la SEOR qui effectuent quotidiennement des analyses sur la qualité de l'eau fournie au consommateur.

OUARGLA Actions de sensibilisation au profit des jeunes dans les zones d'ombre

Des actions de sensibilisation ont été organisées par l'antenne d'Ouargla de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) au profit des jeunes résidant dans les zones d'ombre et rurales afin de les encourager à intégrer le monde de l'entrepreneuriat, a-t-on appris mardi auprès de cet organisme.

Ces actions, qui entrent dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'agence, consistent notamment à promouvoir l'entrepreneuriat et le financement des projets adaptés aux besoins de chaque région, ont touché de nombreuses localités, à l'instar de Debliche, Oglet-Larbaâ, Ghars Bougoufala, Bamendil, Hassi El-Bakrat et Sidi-Bensaci, a affirmé le chargé de communication de l'ANADE (ex-Ansej), Salah Meddour.

Lors de cette campagne, des cadres de l'ANADE d'Ouargla ont expliqué les avantages octroyés par le dispositif aux jeunes, alléguant des procédures administratives notamment, a-t-il précisé. La démarche a pour objectif de motiver les jeunes des zones d'ombre et rurales à réaliser leurs projets dans différents

domaines, permettant d'encourager leur insertion dans la vie socioprofessionnelle et économique, tout en contribuant à la génération d'emplois et au développement local, selon M. Meddour. Dans ce cadre, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat s'emploie à accompagner les jeunes porteurs de projets dans l'ensemble des étapes de création de leurs micro-entreprises, a-t-il assuré.

L'antenne d'Ouargla de l'ANADE a fait état d'un total de 126 emplois créés dans 37 projets financés, durant l'année écoulée, au titre des formules dites triangulaires (apport personnel, banque et agence) et bipartite (apport personnel et agence), ainsi que 86 dossiers approuvés sur 366 déposés, ont indiqué les services de la wilaya dans un rapport sur l'exercice 2019. La plupart des micro-entreprises créées dans divers créneaux économiques sont liées à l'industrie, le bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH), l'agriculture, les services et l'artisanat, selon la même source.

BORDJ BOU ARRERIDJ Raccordement prochain de 10.017 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz naturel

Les travaux de raccordement de 7.207 foyers au réseau d'électricité et 2.810 autres au réseau de gaz naturel à travers les zones d'ombre de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont été lancés, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la concession locale de l'électricité et du gaz naturel.

Le raccordement au réseau d'électricité concerne 227 zones d'ombre recensées à travers 29 communes, a indiqué la même source, soulignant qu'une enveloppe financière de plus de 2,6 milliards de dinars a été mobilisée pour le raccordement des 7.207 foyers totalisant 39.638 âmes. Aussi, 102 projets sont en cours de réalisation alors que 106 opérations similaires sont en phase de désignation de l'entreprise réalisatrice, a encore détaillé la même source. S'agissant du raccordement au réseau de gaz naturel, 171 zones d'ombre répertoriées dans 30 communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj bénéficieront de l'approvisionnement par cette matière vitale à travers le raccordement de 2.818 foyers, a-t-on ajouté. Ce programme de développement, pour lequel un investissement de l'ordre de 920 millions de dinars a été octroyé, sera réalisé à la faveur de l'extension du réseau de distribution de cette matière sur une longueur de 407 km, a-t-on noté. Depuis le début des travaux de ce programme, 410 foyers ont été approvisionnés en gaz naturel à la faveur de la mise en service d'une extension du réseau sur une longueur de 33 km, a signalé la source, ajoutant que 119 opérations sont en cours de réalisation et 26 autres sont au stade d'octroi de marché. La concrétisation de ces projets permettra de répondre aux préoccupations des habitants des zones d'ombre et d'améliorer leur cadre de vie.

MOSTAGANEM 66^e anniversaire de la mort du chahid Bordji Amar

La wilaya de Mostaganem a commémoré mardi le 66^e anniversaire de la mort du chahid et héros Bordji Amar, chef de file des premiers moudjahidines dans la région du Dahra, tué 52 jours après le déclenchement de la Guerre de libération nationale. La cérémonie de commémoration, à laquelle ont pris part les autorités civiles et militaires ainsi que des membres de la famille révolutionnaire, a été marquée par la levée des couleurs nationales, la lecture de la Fatiha du saint Coran à la mémoire des martyrs au cimetière de chouhada et le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de la commune de Benabdelmalek Ramdane, au douar Ouled El-Hadj.

A cette occasion, une exposition de photos a été organisée à la maison de Bordji Amar sise dans la commune de Benabdelmalek Ramadane, retraçant son parcours militant et révolutionnaire, et celui d'autres chouhada de la région, à l'instar de Benabdelmalek Ramdane et Bordji Kaddour, ainsi qu'une autre de livres historiques et de films révolutionnaires. D'autre part, une salle de soins a été inaugurée au lieu-dit "El Bhaïr" mitoyen au douar "Ouled El-Hadj", réalisée dans le cadre du programme de développement visant la prise en charge des zones d'ombre et l'amélioration des prestations sanitaires au profit la population locale. Le Chahid Bordji Amar (1923-1954) a commencé son activité politique en 1942 et a adhéré au Parti du peuple algérien (PPA) en 1948. A la veille du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, il a coordonné les actions avec chahid Benabdelmalek Ramdane, membre du "Comité des 22" historique et responsable national de la région ouest du pays. Entre le mois d'août et d'octobre 1954, il a tenu plusieurs réunions avec les militants et les responsables de sections de la région de la Dahra, dont une importante réunion de préparation qui a eu lieu à Oued Iris, non loin d'Ouled El Hadj. Elle a regroupé 350 moudjahidine et a été consacrée à définir les missions et à répartir les militants en groupes, en prévision des attaques du 1^{er} novembre 1954.

Le Chahid Bordji Amar est tombé au champ d'honneur le 22 décembre 1954, en compagnie de Bordji Kaddour dans la région de Sidi Lakhdar (est de Mostaganem), dans un accrochage avec les forces coloniales françaises, selon historiens.

BECHAR

Prochaine opération d'ensemencement de poissons de Gambusie

Une opération d'ensemencement d'alevins de gambusie (Gambusia-affinis) dans les barrages et autres plans d'eau à travers le pays sera lancée prochainement, sous le pilotage des directions locales du secteur de la pêche et des ressources halieutiques, a-t-on appris mardi du directeur de ce secteur à Bechar.

Le secteur va entamer prochainement une opération nationale d'ensemencement dans différents sites de barrages, cours d'eau, étangs et oueds, d'alevins de gambusie, petite espèce de poisson d'eau douce qui se nourrit principalement des larves de moustiques, et ce dans le cadre de la lutte biologique contre les maladies à transmission vectorielle, notamment la leishmaniose transmise par les moustiques à l'homme, a déclaré à l'APS, M.Djamel Boulekheissaim.

La dissémination de ce poisson entomophage dans les plans d'eau à travers le pays permettra une lutte biologique efficace contre les populations larvaires de moustiques ainsi qu'une diminution sensible des taux d'agressivité des moustiques qui transmettent plusieurs pathologies à l'homme, telles que le zika, la dengue et le chikungunya, a-t-il expliqué.

En novembre dernier, il a été procédé par les services du secteur, avec la contribution de plusieurs secteurs d'activités, à l'ensemencement de 5.000 alevins de gambusie à travers plusieurs sites d'eau de la daïra de Taghit (97 km au sud de Bechar), a signalé M.Boulekheissaim. Une opération similaire portant sur l'ensemencement de 2.000 alevins de la même espèce de poisson sera réalisée jeudi prochain dans des sites naturels similaires de la région de Tindouf, a fait savoir le même responsable.

BANQUE

Une nouvelle agence bancaire BNA à Akbou (Béjaia)

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a annoncé mardi dans un communiqué l'ouverture d'une nouvelle agence à Akbou dans la wilaya de Béjaia en vue de renforcer sa proximité avec les citoyens de cette région. L'ouverture de cette nouvelle agence, portant le numéro "590" et sise à la Rue A Nouvelle Ville Akbou, "réflète la détermination de la BNA à participer énergiquement à l'effort national de bancarisation", a précisé la même source. L'ouverture de cette nouvelle agence bancaire, rattachée à la direction régionale d'exploitation de Béjaia "191", s'inscrit également dans "la stratégie d'élargissement et de renforcement du réseau d'exploitation de la Banque portant le nombre des sièges d'exploitation sur le territoire national à 218 agences", a ajouté le communiqué.

Par cette action, la BNA souhaite renforcer sa proximité avec les citoyens de cette région et offrir un service de qualité dans un espace aménagé pour mieux accueillir sa clientèle, tout en assurant au personnel de l'agence de bonnes conditions de travail.

La BNA participe énergiquement à l'effort national de bancarisation et apporte un soutien actif à différents agents économiques au niveau de plusieurs régions du pays", a souligné en outre le communiqué.

"Les informations relatives aux agences nouvellement ouvertes sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la Banque", a-t-on conclu de même source.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie possède l'un des gisements solaires les plus élevés au monde (CEREFÉ)

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a indiqué mardi que l'Algérie possède l'un des gisements solaires les plus élevés au monde, avec une durée d'insolation qui dépasse les 2000 heures annuellement sur la quasi-totalité du territoire national.

"L'Algérie, compte tenu de sa position géographique, dispose de l'un des gisements solaires les plus élevés au monde", a précisé le CEREFÉ dans une publication diffusée sur sa page facebook, précisant que "la durée d'insolation sur la quasi-totalité du territoire national dépasse les 2000 heures annuellement et peut même atteindre 3900 heures notamment dans les hauts plateaux et le Sahara".

En se basant sur les cartes réalisées par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) dans son Atlas des ressources ENR de l'Algérie, le Commissariat a ajouté que sur l'ensemble du territoire national, "l'énergie solaire globale reçue par jour sur une surface horizontale d'un mètre carré varie entre 5,1 KWh (-1860 KWh par an et par m2) au Nord et 6,6 KWh (-2410 KWh par an et par m2) dans le Grand Sud".

Il a avancé également que la radiation solaire incidente provenant du disque solaire et atteint directement la surface terrestre, sans avoir été dispersée par l'atmosphère, qui reste une donnée de base pour le solaire thermique à concentration (CSP).

Celle-ci peut atteindre, selon le Commissariat, "5,5 KWh (-2007 KWh par an et par m2) (Alger) jusqu'à 7,5 KWh (2738 KWh par an et par m2) (Illizi) par jour et par mètre carré".

Installé en novembre 2019, installé en novembre 2019, le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique est chargé, entres autres, d'accompagner la mise en place des laboratoires de certification et de contrôle de la qualité des équipements, de définir la stratégie industrielle de réalisation du programme national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que de participer à l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire attractif pour le développement des énergies

renouvelables et l'efficacité énergétique.

Il a également pour mission de participer à l'élaboration des plans sectoriels et territoriaux dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de mener des études de valorisation et de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de concevoir et de proposer des programmes de promotion et de développement des utilisations des énergies renouvelables, ainsi que de proposer toutes mesures correctives du programme de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en fonction, notamment, des évolutions techniques et économiques.

APS

MINES

Les modalités d'agrément des organismes de contrôle des équipements fonctionnant sous pression fixées

Les modalités et les conditions d'agrément et d'habilitation des organismes de vérification et de contrôle des équipements fonctionnant sous pression ont été fixées au Journal officiel n° 76.

L'Arrêté fixant les modalités et les conditions d'agrément et d'habilitation des organismes de vérification et de contrôle stipule que "les organismes de contrôle des équipements fonctionnant sous pression, agréés par le ministère chargé des mines, interviennent dans la vérification, l'inspection, le contrôle et l'expertise des équipements fonctionnant sous pression, y compris les requalifications périodiques".

L'organisme agréé doit disposer, d'une manière permanente, du personnel et des moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate ses missions, précise la même source.

De plus, les organismes agréés avant la publication du présent arrêté disposent d'un délai de dix-huit (18) mois pour se conformer à ses dispositions.

Concernant la procédure d'agrément de ces organismes, toute personne physique ou morale désirant opérer dans cette activité "doit au préalable être accréditée par l'organisme algérien d'accréditation".



Ces organismes doivent également disposer de documents justifiant que le demandeur dispose d'au moins, un diplôme de technicien supérieur ou équivalent dans les spécialités techniques avec une expérience d'au moins, cinq (5) années dans le domaine sollicité. L'agrément est délivré pour une durée maximale de cinq (5) années renouvelable.

Par ailleurs, l'Arrêté fixant les mesures particulières à certains appareils fabriqués en matériaux composites contenant du gaz naturel comprimé-carburant à bord

de véhicules automobiles a également été publié au JO 76.

Les équipements concernés par "appareil gaz naturel comprimé" sont : réservoir, bouteille ou récipient fabriqué, totalement ou partiellement, en matériaux composites d'une capacité en eau ne dépassant pas 500 litres, pour contenir le gaz naturel comprimé-carburant (GNC) à bord d'un véhicule automobile.

Cet Arrêté concerne la fabrication, le montage, l'exploitation, la réalisation des épreuves réglementaires, le contrôle et l'autorisation d'utilisation

du gaz naturel comprimé-carburant.

D'autre part, "la modification et la réparation du système gaz naturel comprimé sur les véhicules automobiles doivent être effectués par un installateur agréé par le ministère chargé des mines", souligne le texte réglementaire.

L'agrément est délivré aux demandeurs ayant une expérience dans la mécanique automobile, électricité automobile ou mécanique automobile, et titulaire d'un certificat de qualification délivré par un organisme de formation compétent et agréé par le ministère chargé des mines.

Tout véhicule automobile équipé d'un système gaz naturel comprimé doit porter, selon le cas, une ou plusieurs plaques métalliques, conformément à l'arrêté interministériel de 2005.

En outre, l'âge de l'appareil gaz naturel comprimé et l'âge du système gaz naturel comprimé sont fixés par le fabricant, "sauf, pour des raisons liées à la sécurité et à l'efficacité, l'expert des mines décide autrement".

ENIEM - TIZI-OUZOU

Les travailleurs exigent la reprise du travail

Des travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électromagnétiques (ENIEM) de Tizi-Ouzou, au chômage technique depuis 3 semaines, ont exigé mardi la reprise du travail et demandé le départ de l'actuelle direction de l'entreprise, a-t-on constaté.

Ces travailleurs, qui ont marché de l'ancienne mairie (au centre-ville) au siège de la direction de l'entreprise à l'entrée Ouest de la ville pour revenir, ensuite, au siège de la wilaya, ont exprimé leur exigence de "reprendre le travail sans délais" et appelé au "départ de l'actuel staff dirigeant" de l'entreprise, "responsable", selon eux, de la crise qu'elle vit.

Depuis la décision d'arrêt technique des activités durant ce mois de

décembre, pour cause de "contraintes financières" et "rupture des stocks des matières premières", prise par la direction de l'ENIEM et rejetée par les travailleurs, ces derniers ont organisé trois manifestations pour protester contre cette décision et exiger la reprise du travail.

Ils avaient été reçu à deux reprises par les autorités locales, le wali et son chef de cabinet, qui leur ont assuré de transmettre leurs doléances au ministère de l'Industrie qui avait dépêché, il y a une quinzaine de jours, une commission pour s'enquérir de la situation au niveau de l'entreprise.

Lors d'une conférence de presse tenue le 9 de ce mois en cours, les travailleurs avaient exprimé leur crainte

quant au "spectre d'un plan social (compression d'effectif) vers lequel se dirige l'entreprise pour des raisons économiques", du fait que c'est la 2ème fois que la direction de l'entreprise recourt à cette solution d'arrêt technique de l'activité en l'espace d'une année.

Pour sa part, le président, directeur-général (P-dg) de l'entreprise, Djillali Mouazer, a indiqué à l'APS qu'il "n'y a rien de nouveau pour l'instinct" et qu'il ne peut y avoir de reprise du travail dans l'immédiat, rappelant qu'un plan de sauvetage de l'entreprise a été élaboré avec le groupe Elec El Djazair et le ministère de l'Industrie pour être soumis aux banques et au ministère des Finances".

PÉTROLE

Le Brent à 50,55 dollars à Londres

Les prix du pétrole continuent de reculer mardi, sur fond de crainte sur la baisse de la demande suite à la nouvelle variante du coronavirus qui a poussé une partie du Royaume-Uni au reconfinement.

Vers 11h50 GMT (12h50 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février perdait 0,49% à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 50,55 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, abandonnait de son côté 0,61% à 47,58 dollars.

La semaine précédente, le pétrole avait atteint son plus haut niveau depuis le début de l'épidémie, à 52,48 dollars pour le Brent et à 49,28 dollars pour le WTI. Durant la séance de



lundi, le pétrole avait perdu près de 3% en raison des craintes liées à l'impact des reconfinements sur l'économie. Selon des analystes du marché, la baisse du pétrole pourrait être limitée par les attentes créées par les vaccins. Depuis les premières annonces sur les vaccins début novembre, les cours ont engrangé 35% de gains. Et malgré une baisse de 5% par rapport aux sommets de la fin de la semaine dernière, la tendance du marché pétrolier reste toujours à la hausse, ont fait observer des experts du secteur.

Le pétrole recule encore, inquiétudes sur la demande

Les prix du pétrole ont continué de baisser mardi, les investisseurs craignant que la nouvelle variante du coronavirus qui a poussé une partie du Royaume-Uni au reconfinement ne plombe la demande mondiale. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a perdu 1,63% ou 83 cents à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 50,08 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de février, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de

référence, a abandonné de son côté 1,98% ou 95 cents à 47,02 dollars. La semaine dernière, les cours du pétrole avaient atteint leur plus haut niveau depuis le début de l'épidémie. Mais le marché a entamé la semaine sur un pessimisme après la découverte au Royaume-Uni d'une variante du coronavirus, qui a poussé le pays à décréter de strictes mesures de reconfinement. Une nouvelle vague de Covid-19 affecterait la demande de brut en empêchant les consommateurs de

se déplacer. "Je pense que la baisse du pétrole pourrait être limitée par les attentes créées par les vaccins", estime cependant Stephen Innes, analyste chez Axi. Depuis les premières annonces sur les vaccins début novembre, les cours ont engrangé environ 30% de gains. "Malgré une baisse de 5% par rapport aux sommets de la fin de la semaine dernière, la tendance est toujours à la hausse", fait remarquer Carlo Alberto De Casa, analyste chez ActivTrades.

BOURSE DE NEWYORK

Wall Street sans direction malgré le vote d'un plan de soutien

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé mardi, saluant l'approbation par le Congrès américain d'un nouveau plan de relance mais inquiète de la recrudescence du virus. L'indice des valeurs vedettes, le Dow Jones Industrial Average, a reculé de 0,67% à 30.015,51 points et le S&P 500 de 0,21% à 3.687,26 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a en revanche gagné 0,51% à 12.807,92 points, terminant à un record. "Les craintes autour des conséquences du virus et de nouvelles restrictions freinent l'enthousiasme initial lié au passage de mesures de relance budgétaire et d'un paquet d'aides gouvernementales attendus depuis longtemps", notent les experts des Charles Schwab. Après des mois d'après

les négociations, les parlementaires américains se sont accordés lundi soir sur une enveloppe de quelques 900 milliards de dollars pour venir en aide aux secteurs et aux acteurs de l'économie les plus durement frappés par la récession. Le plan doit désormais être ratifié par le président américain Donald Trump, qui a signé mardi une loi de court terme pour maintenir le financement du gouvernement fédéral jusqu'au 28 décembre.

Mais dans le même temps, les investisseurs ont suivi avec appréhension les développements sur le front sanitaire, notamment la découverte d'une variante du coronavirus sur le territoire britannique.

De nombreux pays européens ont décidé de fermer temporairement leurs liaisons

terrestres et aériennes avec le Royaume-Uni, mais la Commission européenne a recommandé mardi aux Etats membres de l'UE de faciliter la reprise du trafic.

Les acteurs du marché ont également pris connaissance mardi avant l'ouverture de la Bourse de la révision en légère hausse de l'estimation de croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain au troisième trimestre. Le département du Commerce table désormais sur une hausse de 33,4% en rythme annualisé contre 33,4% précédemment.

Parmi les valeurs du jour, Peloton a grimpé de 11,65%.

Le spécialiste américain des vélos d'appartement connectés, dont la popularité a explosé pendant les confinements, a annoncé lundi soir son inten-

tion d'acquiescer le fabricant d'équipements de fitness Precor pour 420 millions de dollars. Apple a pris 2,85% après des informations de presse selon lesquelles le géant californien pourrait commencer à fabriquer des véhicules électriques en 2024. Alaska Airlines a gagné 0,26%. Le transporteur aérien a annoncé mardi l'achat de 23 Boeing 737 MAX 9 supplémentaires qui doivent remplacer dans quelques années la plupart des avions Airbus A319 et A320 de sa flotte. United Airlines (-3,85%) et American Airlines (-2,46%) ont baissé.

Les deux compagnies aériennes américaines ont annoncé qu'elles allaient réembaucher leurs employés mis au chômage technique après le passage du plan de soutien au Congrès.

BREXIT

Accord Canada-Royaume-Uni pour éviter les droits de douane

Ottawa a annoncé mardi que le Canada et le Royaume-Uni ont signé un accord temporaire pour éviter l'augmentation des tarifs douaniers entre les deux pays qui aurait dû suivre la sortie des Britanniques de l'Union européenne début 2021. Les deux pays avaient annoncé fin novembre avoir conclu un accord commercial post-Brexit provisoire reproduisant à partir du 1er janvier les termes de celui dont le Royaume-Uni bénéficiait en tant qu'Etat membre de l'UE. Mais cet accord n'a pu être ratifié à temps par le Parlement canadien avant

les vacances d'hiver, ce qui aurait dû entraîner une augmentation automatique des droits de douane entre les deux pays le 1er janvier.

L'entente temporaire permet aux tarifs douaniers entre les deux pays de rester à leurs niveaux actuels jusqu'à ce que le nouvel accord commercial soit adopté au Parlement, explique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Avec cet accord provisoire, "le gouvernement du Canada s'assure que les entreprises et les importateurs peuvent facilement poursuivre leurs activités

commerciales, tout en leur évitant des formalités administratives supplémentaires", indique le communiqué. "Ces mesures permettront de veiller à la stabilité et à la certitude en matière de commerce, et ce, des deux côtés de l'Atlantique". Le commerce bilatéral de marchandises avec le Royaume-Uni valait 29 milliards de dollars canadiens (18,5 milliards d'euros) en 2019, selon les chiffres officiels du gouvernement.

Le Royaume-Uni est le premier marché d'exportation de marchandises du Canada en Europe.

ETATS-UNIS

Trump rejette le plan de relance du Congrès et le qualifie de "honte"

Le président américain Donald Trump a rejeté mardi soir le plan de relance de quelque 900 milliards de dollars adopté par le Congrès, en le qualifiant de "honte" et en demandant notamment une augmentation du montant des chèques envoyés aux familles.

"Je demande au Congrès d'amender ce projet de loi et d'augmenter les ridiculement faibles 600 dollars à 2.000 dollars ou 4.000 dollars pour un couple.

Je demande également au Congrès de se débarrasser des élé-

ments inutiles et coûteux de cette loi", a-t-il exigé dans une vidéo publiée sur Twitter. Le plan adopté par les parlementaires américains lundi soir après des mois de blocage ne peut entrer en vigueur sans la signature du président. Or, sans dire explicitement qu'il ne le signerait pas, le milliardaire américain demande que lui soit envoyée une proposition de loi amendée "convenable", sans quoi il pourrait revenir à "la prochaine administration" d'adopter un plan de relance.

ETATS-UNIS - RD DU CONGO

Washington rétablit le statut commercial préférentiel de Kinshasa

Les Etats-Unis ont rétabli mardi le statut commercial préférentiel à la République démocratique du Congo (RDC) dix ans après le lui avoir retiré en raison d'inquiétudes liées aux droits humains dans le pays d'Afrique centrale. Dans une proclamation présidentielle, Donald Trump a attribué de nouveau à Kinshasa la possibilité d'envoyer sur le marché américain des exportations sans taxes douanières "en raison des mesures prises par le gouvernement de la RDC". Selon une loi de 2000, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent exporter la plupart de leurs biens vers les Etats-Unis sans tarifs douaniers s'ils respectent certains principes liés à l'Etat de droit, au pluralisme politique, aux droits des travailleurs et à l'économie de marché.

L'ancien président américain Barack Obama avait retiré ce privilège à la RDC en décembre 2010. Les responsables de son gouvernement avaient alors invoqué des violations des droits humains par les forces de sécurité congolaises, dont le recours au viol comme arme de guerre. Mais Washington a affiché son optimisme depuis l'élection du président Félix Tshisekedi, qui a pris ses fonctions en janvier 2019 à l'occasion de sa première passation du pouvoir pacifique.

Le chef de l'Etat congolais s'est engagé à lutter contre la corruption endémique dans ce vaste pays miné par la pauvreté malgré ses énormes richesses en ressources naturelles. Parmi les rebondissements spectaculaires depuis son arrivée au pouvoir, son ancien directeur de cabinet Vital Kamerhe, acteur jusque-là intouchable de la vie politique congolaise, a été condamné en juin à 20 ans de travaux forcés pour corruption. Vital Kamerhe avait auparavant été un proche allié du précédent président, Joseph Kabila, homme fort de la RDC pendant 18 ans. Depuis près de deux ans, le président Tshisekedi devait gouverner en coalition avec le camp Kabila, mais ces dernières semaines il a entrepris de se défaire de cet allié encombrant, officiellement pour mener à bien les réformes anticorruption soutenues par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Etats-Unis : révision en légère hausse du PIB du 3^e trimestre à +33,4%

Le département du Commerce américain a annoncé mardi avoir révisé en légère hausse son estimation de croissance du Produit intérieur brut (PIB) du troisième trimestre à 33,4% en rythme annualisé. Il s'agit de l'estimation finale du ministère, qui avait dans ses deux précédentes estimations annoncé une croissance de 33,4%. Les analystes tablaient sur une croissance du PIB inchangée par rapport à l'estimation publiée précédemment. La croissance historique enregistrée au troisième trimestre intervient après une contraction tout aussi historique au deuxième trimestre (-31,4%) provoquée par les mesures prises pour enrayer la pandémie de Covid-19. L'activité économique avait été paralysée au printemps. Les pays n'utilisent pas tous le même mode de calcul pour le PIB, ce qui complique les comparaisons internationales. Les Etats-Unis privilégient l'évolution du PIB en rythme annualisé, qui le compare à celui du trimestre précédent puis projette l'évolution sur l'année entière à ce rythme.

Comparé au troisième trimestre de l'année dernière, le PIB est ainsi en baisse de 2,8% (contre -2,9% estimé précédemment), ce qui montre que l'économie américaine est loin d'être remise du choc provoqué par la pandémie. Outre la réouverture des magasins, des restaurants et la remise en route des usines, le fort rebond enregistré entre juillet et septembre a été alimenté par le gigantesque plan de relance de 2.200 milliards de dollars voté en mars par le Congrès pour aider ménages et entreprises à faire face à la pandémie. La plupart des aides contenues dans ce plan de soutien ont expiré à l'automne. Face à la résurgence de la pandémie et le ralentissement de la reprise depuis l'automne, le Congrès a approuvé lundi soir un nouveau paquet d'aides de près de 900 milliards de dollars avec à la clé notamment des chèques pour les ménages, des allocations chômage supplémentaires ou encore des aides pour les petites entreprises.

TIZI-OUZOU Plus de 200 agressions sur des ouvrages électriques et gaziers

Quelque 2010 agressions sur des ouvrages électriques et gaziers ont été enregistrées à Tizi-Ouzou par la direction locale de distribution de l'électricité et de gaz, depuis janvier dernier, selon un bilan communiqué mardi par la cellule de communication de cette direction. Selon ce bilan, qui couvre la période allant du 1er janvier au 15 décembre courant, sur ces 2010 agressions 134 cas ont été enregistrés sur le réseau de distribution de gaz naturel et les 76 autres sur le réseau de distribution d'électricité (aérien et souterrain), a-t-on précisé.

Le plus grand nombre d'agressions d'ouvrages a été enregistré au niveau du district de Larbaa Nath Irathen avec 32 cas, suivi par le district d'Azeffoune avec 30 cas, a-t-on détaillé en signalant que la direction locale de la distribution de l'électricité et du gaz a déposé, depuis le début de l'année en cours, 123 plaintes pour agression d'ouvrages, auprès des autorités judiciaires. Ces agressions, liées au "non-respect du périmètre de protection par les citoyens et les entrepreneurs", affectent "négligemment" la qualité et la continuité de service "en provoquant de nombreux désagréments aux abonnés en plus des conséquences graves pour les populations, les biens et l'environnement qu'elles peuvent entraîner", a-t-on souligné. A cela, s'ajoutent des pertes pour l'entreprise, induites par "la quantité d'énergie non distribuée et les coûts de réparation des défauts causés par ces agressions sur le réseau de distribution d'électricité et de gaz", a-t-on relevé.

Rappelant les efforts visant à améliorer la qualité et la continuité de service à travers des opérations de maintenance périodiques, des investissements pour renforcer les réseaux électrique et gazier et la mobilisation des ressources matérielles et humaines pour assurer les interventions sur le terrain, cette même direction a insisté sur la nécessité de protéger ces ouvrages.

BLIDA Grande opération de solidarité au profit des cantines scolaires

Les services de la wilaya de Blida ont lancé, mardi, une grande opération de solidarité au profit des cantines scolaires, visant l'amélioration des plats offerts aux élèves, au double plan quantité et qualité, tout en augmentant le nombre des bénéficiaires, a-t-on appris auprès des responsables en charge de cette initiative. Cette opération, lancée avec le soutien d'opérateurs économiques locaux, dans l'objectif de relever le rendement scolaire des élèves, notamment ceux des zones reculées, consiste dans l'approvisionnement des cantines scolaires en différents produits alimentaires, non intégrés dans la liste classique des plats offerts dans les cantines scolaires. Dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de cette opération, le wali de Blida, Kamel Nouisser a fait part de l'approvisionnement attendu des 191 cantines scolaires de la wilaya en différents produits alimentaires, en plus de 25 écoles primaires ne disposant pas de cantines, a-t-il dit, observant qu'une "priorité sera accordée en la matière aux écoles des zones reculées". Ces produits alimentaires consistent, selon le wali, dans 23 tonnes de pâtes alimentaires, 7.000 boîtes de poudre de lait, 37.000 boîtes de fromage, 2.000 plateaux d'œufs, 40 qx de pomme de terre, et 5.400 kg de viande blanche, a-t-il détaillé, signalant l'affectation de chambres froides pour la conservation des produits périssables. La même opération englobera la distribution de 1.500 cartables, avec toutes les fournitures scolaires nécessaires, au profit d'élèves nécessiteux, a ajouté le wali. "Cette quantité de produits alimentaires, qui s'ajoutera aux quantités qui sont affectées aux cantines, dans le cadre de leur approvisionnement habituel, est destinée à couvrir leurs besoins pour tout un trimestre", a encore informé M. Nouisser, signalant d'autres actions de solidarité similaires programmées à l'avenir. A cela s'ajoute "l'affectation d'une dotation de 12 milliards de centimes, sur le budget de la wilaya, pour l'amélioration de la qualité et quantité des plats offerts aux élèves", a-t-il précisé. A noter que cette opération de solidarité a été précédée par une campagne de distribution de produits de désinfection et de protection contre la Covid-19, au profit des 406 écoles primaires de Blida, considérant que ce palier compte le plus grand nombre d'élèves.

APS

ALLOCATIONS FORFAITAIRES DE SOLIDARITÉ (AFS) L'AFS pourra être retirée de n'importe quel bureau de poste

Le paiement des allocations forfaitaires de solidarité (AFS) est désormais numérisé et les bénéficiaires pourront les retirer à partir de n'importe quel bureau de poste au niveau national, en vertu d'un accord de partenariat signée, mardi, entre Algérie-poste et l'Agence de développement social (ADS).

La convention a été signée par la Directrice générale par intérim d'Algérie-poste, Hanoufi Baya et le directeur général de l'ADS Ouaidjia Mohamed El Hadi en présence des ministres de la Poste et des télécommunications, Brahim Boumzar et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou.

Le nouvel accord permet aux bénéficiaires de l'AFS de la retirer, désormais, à partir de n'importe quel bureau de poste au niveau national.

Selon les responsables, le nouveau système numérique de paiement de l'AFS vise "la modernisation et l'amélioration du Service public, la réduction des délais de paiement, la facilitation des procédures de paiement et le suivi régulier de l'opération de paiement". A rappeler que l'AFS est l'un des programmes phares d'appui social que gère le secteur de la Solidarité nationale par le biais de l'ADS dans le but de prendre en charge les catégories vulnérables n'ayant aucun revenu et ne pouvant travailler dont les personnes âgées et handicapées en sus des femmes au foyer et personnes atteintes de maladies chroniques causant l'invalidité. Octroyée à toute personne ins-



crité, l'AFS est une aide directe sous forme d'allocation mensuelle qui garantit la couverture sociale au profit des bénéficiaires et de leurs ayants-droit dans le cadre de la carte Chifa. A cette occasion, Mme. Krikou a fait savoir que cette convention permettait le retrait de l'AFS au niveau de 4.000 bureaux de poste (700 bureaux auparavant) et ce, à partir de janvier 2021, ajoutant que cette opération concerne plus de 958.000 bénéficiaires.

La ministre a précisé que cette opération numérique est considérée comme un moyen "pour alléger les procédures" en faveur des franges vulnérables et "une garantie pour concrétiser une numérisation optimale

permettant la réalisation de la transparence et de la justice dans l'accès à ce soutien". Il s'agit également, poursuit la ministre, de l'amélioration du service public et de la rationalisation des dépenses, ajoutant que cette convention tend à "actualiser celle remontant à 1996, par l'introduction de l'informatique en tant qu'impeccable dicté par les besoins de l'heure". De son côté, M. Boumzar a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur axés sur la contribution à la concrétisation de la stratégie du Gouvernement visant à simplifier les procédures administratives et à les numériser à travers les utilisations offertes par les

technologies de l'information et de la communication. Pour ce faire, Algérie Poste s'engage, en vertu de cette convention, à "développer une application" devant numériser l'opération de paiement de l'AFS au profit des citoyens bénéficiaires pour leur permettre de la retirer dans des conditions flexibles et faciles" et ce après la présentation de la carte délivrée par l'ADS, laquelle comporte un numéro d'identification de chaque bénéficiaire, a-t-il expliqué. Il a ajouté que la démarche de la nouvelle coopération s'ajoute à d'autres initiatives que les deux secteurs se sont engagés à concrétiser au profit des différentes catégories vulnérables que l'Etat accompagne et protège via les mécanismes de soutien et de solidarité.

Dans le sillage de l'élargissement de sa gamme de services numériques offerte sur son application BaridMob, Algérie Poste met à la disposition des adhérents à cette application la possibilité de recharger le crédit téléphonique en toute simplicité et rapidité et ce pour les trois opérateurs téléphoniques Mobilis, Ooredoo et Djazzy.

Ces prestations sont déjà disponibles sur la plateforme web de l'entreprise www.poste.dz, rubrique services en ligne.

BOUIRA 12 cas d'enlèvement et de disparition d'enfants

Douze (12) cas d'enlèvement et de disparition d'enfants ont été enregistrés en Algérie durant les neuf premiers mois de l'année en cours (2020), a indiqué mardi la présidente et fondatrice du Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF), Nadia Ait Zai, soulignant que "les services de police ont fait état de 12 cas d'enlèvement d'enfants pour les neuf premiers mois de l'année 2020", estimant "impératif" d'attendre les résultats de l'enquête pour pouvoir

qualifier l'incident de fugue ou de disparition".

"Il ne faut pas banaliser cet acte ignoble qui vient de faire l'objet d'une loi aggravant la sanction allant jusqu'à la peine de mort contre l'auteur si ce dernier a commis des violences physiques et sexuelles ayant entraîné la mort de l'enfant", a souligné cet militant, jugeant que cette loi "n'est pas suffisante pour dissuader les kidnappeurs" et d'insister pour que les parents ainsi que la société civile s'organisent et se mobili-

sent pour faire face à ce phénomène. "L'éducation et la culture de veiller à la sécurité de l'enfant au sein de la société, sont indispensables pour protéger davantage cette frange contre toute menace extérieure", a-t-elle souligné, avant de préciser qu'outre les services de sécurité, les médias et la presse "peuvent jouer un rôle important et donner des informations aux citoyens vigilants, qui pourraient avoir vu ou remarqué quelque chose à propos de la disparition d'un enfant", a-t-elle ajouté.

AFFAIRE DE L'EXPLOSION DU GAZ À EL BAYADH Des peines de 3 ans de prison à l'acquittement pour 12 accusés

La Cour de justice d'El-Bayadh a prononcé mardi des verdicts allant de trois ans de prison ferme à l'acquittement dans l'affaire de l'explosion du gaz survenue le mois d'octobre dernier faisant six morts et 17 blessés, a-t-on appris du parquet général de la Cour. Le tribunal d'appel a confirmé, lors de l'audience, les peines de trois années de prison ferme prononcées, en première instance, contre l'entrepreneur chargé du projet d'élimination

des points noirs concernant le réseau des eaux usées dans la ville d'El Bayadh et le conducteur d'engin (bulldozer) poursuivis pour homicide involontaire, blessures involontaires et incendie ayant entraîné la destruction de biens d'autrui.

D'autre part, les peines de trois années de prison ferme prononcées en première instance à l'encontre du conducteur de travaux et le membre élu de l'APC d'El Bayadh ont été réduites à une année de prison

ferme, ainsi que celles prononcées contre l'ingénieur de la direction des ressources en eau et un fonctionnaire de Sonelgaz de 3 à une année de prison avec sursis. Dans le même cadre, six autres accusés ont bénéficié de l'acquittement de toutes les accusations portées contre eux. Il s'agit, en l'occurrence, d'un élu de l'APC d'El Bayadh, d'un ingénieur de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE), un autre d'Algérie Télécom et d'un ingénieur à la Société de distri-

bution de l'électricité et du gaz, en plus d'un autre ingénieur de la direction des ressources en eau et un ingénieur du bureau d'études chargé du suivi des travaux de réalisation, selon la même source.

De son côté, le parquet général de la Cour de justice d'El Bayadh a interjeté appel contre les peines prononcées par le tribunal d'appel à l'encontre de l'ensemble des accusés dans cette affaire, a-t-on indiqué de même source.

CONSTANTINE Un individu placé en détention provisoire pour avoir amputé la main d'une personne à Ali Mendjeli

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Khroub a ordonné le placement d'un individu en détention provisoire pour avoir amputé la main d'une personne à la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Constantine), indique mardi un communiqué du parquet près le tribunal en question. L'affaire qui remonte au 18 décembre dernier a été traitée suite à un appel téléphonique reçu par la salle de transmission faisant état de la réception au niveau du ser-

vice des urgences de l'établissement hospitalier Ali Mendjeli d'une personne victime d'une agression à l'arme blanche qui a conduit à l'amputation de sa main, note la source. Après avoir informé le parquet près le tribunal d'El Khroub, les éléments de la police judiciaire se sont rendus sur place et ont lancé les investigations préliminaires, ajoute-t-on de même source. L'enquête préliminaire a permis la localisation du mis en cause, lequel a pris la fuite, juste après

avoir commis son crime, vers la wilaya de Setif au domicile d'un de ses proches. Lors de son arrestation, le mis en cause a reconnu les faits qui lui étaient reprochés. Après sa présentation devant le parquet près le tribunal d'El Khroub, le mis en cause a été inculpé pour "tentative d'homicide volontaire avec préméditation". A l'issue de l'audition de l'accusé, le juge d'instruction a ordonné sa mise en détention provisoire, conclut le communiqué.

ROYAUME-UNI - FRANCE

Un accord pour permettre aux camions de passer la frontière

Le Royaume-Uni et la France sont parvenus à un accord afin de rouvrir leur frontière aux transporteurs et à certains passagers à partir de mercredi, a annoncé mardi le ministère britannique des Transports.

Selon cet accord, des tests de flux latéraux rapides, dont les résultats peuvent être communiqués en une trentaine de minutes, seront effectués sur des chauffeurs de camions avec l'aide des militaires, dans le cadre de mesures visant à débloquer le commerce trans-manche.

Les équipes de test et de dépistage du Service national de la santé (NHS) britannique établiront plusieurs sites de test dans la région sud-est du Kent, où plus de 2.800 camions sont restés bloqués depuis la fermeture de la frontière.

L'accord avec la France sera réexaminé le 31 décembre, mais pourrait se prolonger jusqu'au 6 janvier, selon le ministère britannique des Transports.

Selon cet accord, l'entrée en France ne sera accordée qu'aux personnes voyageant pour des



raisons urgentes, y compris les transporteurs, les citoyens français et les citoyens britanniques résidant en France.

Le ministère a indiqué que les détails complets du protocole, y compris ce qui arrivera aux chauffeurs de camions de

l'UE qui attendent dans le Kent et qui pourraient être testés positifs, seraient publiés mercredi.

Les services ferroviaires, aériens et maritimes reprendront mercredi matin, et tous ceux qui se rendent en France

depuis le Royaume-Uni devront apporter la preuve d'un test de dépistage du nouveau coronavirus négatif effectué durant les 72 heures précédentes.

La France a fermé sa frontière avec le Royaume-Uni par crainte de la propagation d'une nouvelle souche de virus, aucun camion ou ferry n'étant autorisé à quitter le port de Douvres.

Plus de 50 pays ont imposé des restrictions aux voyageurs en provenance du Royaume-Uni. Samedi, le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé les nouvelles restrictions de niveau quatre pour Londres et d'autres régions de l'Angleterre afin de lutter contre une augmentation alarmante des infections liées à la nouvelle souche du virus, qui serait environ 70% plus transmissible.

AUSTRALIE

Sydney assouplit légèrement les restrictions pour Noël

Sydney a légèrement assoupli mercredi les restrictions à l'occasion de Noël, la plus grande ville d'Australie ayant recensé pour la deuxième journée d'affilée moins de dix cas journaliers.

Huit nouveaux cas ont été enregistrés au cours des 24 dernières heures lors d'une intense campagne de dépistage et de traçage, conduisant les autorités à autoriser tous les habitants à recevoir des invités à l'occasion des festivités de fin d'année.

"Tout le monde a eu une année très difficile", a déclaré Gladys Berejikian, la Première ministre de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud en annonçant un "léger" assouplissement des restrictions durant trois jours.

Mme Berejikian a indiqué que la majorité des habitants de Sydney seront autorisés à inviter dix adultes chez eux, ce chiffre sera cependant limité à cinq dans les quartiers situés au niveau de l'épicentre de l'épidémie.

Un faible nombre de nouveaux cas - 16 au cours des 48 dernières heures - dont l'origine est dans la plupart des cas connue rend cet assouplissement possible, a-t-elle souligné.

Ailleurs dans le monde, et notamment en Europe, l'heure est plutôt au renforcement des mesures pour juguler une propagation du virus.

Le foyer épidémique apparu la semaine dernière le long du littoral au nord de Sydney s'établit à un peu moins de 100 cas.

Ces derniers jours, le centre de cette ville de quelque 5 millions d'habitants, généralement très animé en cette période de l'année, était désert et un grand nombre d'habitants ont afflué vers les centres de dépistage.

Ce week-end, les habitants de plusieurs quartiers situés sur la côte nord de la ville, ont reçu l'ordre de demeurer chez eux.

Les plages, bars et hôtels de cette zone ont été fermés alors que d'autres habitants ont été invités à rester autant que possible au sein de leur domicile.

Mme Berejikian s'est félicitée de la manière dont la population a réagi aux mesures tout en exhortant les habitants de Sydney à être raisonnables.

"La dernière chose que nous voulons faire est de transmettre malencontreusement la maladie à ceux qui nous sont les plus proches et les plus chers", a-t-elle déclaré.

L'Australie a dans son ensemble plutôt bien réussi à contenir la pandémie, imposant des mesures de restriction très sévères et d'envergure dès l'apparition de foyers épidémiques.

FRANCE

Trois gendarmes tués, un quatrième blessé par un forcené

Trois gendarmes ont été tués et un quatrième blessé par un forcené dans un hameau isolé du centre de la France, dans la nuit de mardi à mercredi, ont indiqué des sources concordantes.

Les militaires ont été blessés mortellement par arme à feu par un homme de 48 ans, alors qu'ils tentaient de porter secours à une femme ayant trouvé refuge sur le toit d'une maison, près du village de Saint-Just, dans la région de Clermont-Ferrand.

Peu après minuit, deux gendarmes,

alertés pour des faits de violence sur conjoint ont été visés par des tirs, après avoir tenté de s'approcher de la maison où la femme menacée s'était réfugiée.

L'un d'eux est décédé des suites de ses blessures tandis que le deuxième, blessé à la cuisse, a été transporté à l'hôpital par les pompiers.

Après avoir mis le feu à sa maison, le forcené a de nouveau tiré sur les gendarmes présents aux abords de l'habitation, faisant deux nouvelles victimes parmi les mili-

itaires, a confirmé le parquet de Clermont-Ferrand, qui précise que la femme a été mise en sécurité.

"Au moins 7 membres (des forces spéciales) du GIGN sont sur place.

Les plus grandes précautions prises au regard de la dangerosité de l'individu", a indiqué une source proche de l'enquête citée par l'AFP.

L'auteur des coups de feu mortels serait connu pour des faits liés à des problèmes de garde d'enfant.

CHINE

Dix membres d'équipage d'un cargo sauvés en mer de Chine méridionale

Dix membres d'équipage d'un cargo ont été sauvés après avoir abandonné le navire qui gisait sur un côté en mer de Chine méridionale, selon le centre provincial de recherche et de sauvetage maritimes de Hainan.

Le centre a reçu une information indiquant que le navire, enregistré en Sierra Leone et

transportant 3.000 tonnes de riz, gîtait dans les eaux au large des îles Nansha, en mer de Chine méridionale, alors qu'il se rendait du Vietnam vers la Malaisie.

Les dix membres d'équipage, huit Philippins et deux Chinois, ont été évacués à bord d'un radeau de sauvetage. Le ministère chinois des

Transports et les autorités de Hainan ont envoyé trois navires pour se joindre à l'opération de sauvetage.

"Ce sauvetage réussi constitue un test de la capacité chinoise à garantir la sécurité de la navigation des navires internationaux en mer de Chine méridionale. Cela démontre pleinement l'engagement du pays

dans les opérations de sauvetage dans la région", a déclaré un responsable du centre de sauvetage de Hainan, Wu Pingsheng, cité par l'agence Chine Nouvelle.

Les dix membres d'équipage ont été sauvés mardi. Ils sont en route vers le port de Yantian à Shenzhen et devraient arriver jeudi.

ITALIE

Un séisme près de la Sicile provoque la peur mais pas de dégâts

Un séisme de magnitude 4,4 a eu lieu mardi soir au large de la Sicile sans provoquer de dégâts mais créant la panique au sein de la population des villes les plus proches, ont annoncé les médias italiens.

Selon l'Institut national de géophysique et de vulcanologie (INGV), le séisme d'une magnitude de 4,4, annoncée dans un premier temps de 4,6, s'est produit en mer, à 21h12 GMT, à quelques kilomètres de la côte est sicilienne et à une profondeur de 30 km.

"Les pompiers sont en reconnaissance sur le terri-

toire à titre de précaution. L'absence de demandes de secours est confirmée, des contrôles sont en cours en ville pour vérifier l'existence de dégâts légers sur deux immeubles", ont écrit les médias italiens.

Le président de la région Sicile Nello Musumeci a indiqué qu'il n'y avait aucune personne blessée, selon l'agence AGI, tandis que le maire de Syracuse, Francesco Italia, a fait état de "nombreuses personnes descendues dans la rue par peur", selon la même source.

BOLIVIE

Les entrées des voyageurs d'Europe interdites

La Bolivie va interdire, dès vendredi et pour deux semaines, l'entrée sur son territoire des voyageurs venant d'Europe, en réaction à la découverte d'une nouvelle souche de Covid-19 au Royaume-Uni, a annoncé mardi son gouvernement.

"A partir de 00h00 le 25 décembre et jusqu'au 8 janvier, l'entrée sera restreinte pour tous les passagers en provenance d'Europe", a déclaré en conférence de presse le vice-ministre de la Santé, Alvaro Terrazas.

Le ministère a ensuite précisé dans un communiqué qu'il était recommandé aux personnes envisageant de se rendre en Bolivie de "prendre des dispositions pour reprogrammer les vols". La Bolivie ne dispose pas d'un vol direct sur la liaison Madrid-La Paz. Mais les voyageurs européens utilisent également d'autres liaisons pour se

rendre en Bolivie, via des aéroports situés en Argentine, au Pérou ou encore au Brésil.

Au bout de deux semaines, "une réévaluation de la situation épidémiologique et des rapports internationaux sur le comportement de la pandémie et du virus sera effectuée", a expliqué M. Terrazas. Des dizaines de pays ont suspendu ou restreint leurs liaisons avec le Royaume-Uni, depuis l'annonce dimanche d'une forte circulation dans ce pays d'une nouvelle souche du Covid-19, dont la transmission serait 40% à 70% plus importante selon Londres. En attendant l'entrée en vigueur de l'ordonnance, les voyageurs de tous les pays doivent déjà respecter certaines mesures en Bolivie, telle la nécessité d'apporter un résultat de test PCR négatif effectué au maximum 72 heures plus tôt, et ils sont sou-

mis à d'autres tests sur place. La Bolivie, qui compte 11 millions d'habitants, a enregistré 150.300 contaminations et plus de 9.040 décès dus au Covid-19 depuis que le virus a été détecté en mars dans ce pays enclavé d'Amérique latine, notamment voisin du Brésil. La Bolivie estime que le pic de reprise de l'épidémie pourrait se produire sur son sol en février, a indiqué le ministre de la Santé, Edgar Pozo, en conférence de presse.

Les services publics de santé ont commencé à atteindre le maximum de leurs capacités.

Au moins deux régions de Bolivie, celles de La Paz et de Santa Cruz (est), ont enregistré une augmentation du nombre de cas.

Santa Cruz a officiellement déclaré la semaine dernière qu'elle subissait "une deuxième vague".

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX À EL-OUED

25 interventions chirurgicales effectuées en pédiatrie

Vingt-cinq (25) interventions chirurgicales en pédiatrie ont été effectuées cette semaine à El-Oued, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux publics, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Entrant dans le cadre du jumelage entre l'Établissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant "Bachir Bennacer" d'El-Oued et l'Établissement hospitalier spécialisé de "Sidi-Mabrouk" (Constantine), l'initiative porte sur des cas complexes de correction de malformations congénitales chez l'enfant (appareils digestif et génital) nécessitant des interventions chirurgicales pointues, a expliqué à l'APS le staff médical qui pilote l'opération.

Outre ces interventions, ont été effectuées aussi des consultations médicales spécialisées en pédiatrie toujours, a-t-on ajouté.

L'initiative a été encadrée par un staff médical spécialisé composé de 11 praticiens, sous la conduite du professeur Hichem Choutri, chef de service pédiatrie et chirurgie pédiatrique de l'EHS "Sidi mabrouk" de Constantine, avec l'appui d'une vingtaine de paramédicaux, répartis entre le bloc opératoire, le service de chirurgie pédiatrique, le laboratoire de radiologie, a-t-on précisé.

Tous les moyens ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette action de jumelage médical, a ajouté la source en annonçant d'autres actions du genre pour toucher un plus grand nombre de malades, notamment les nécessiteux, et leur épargner les contraintes de déplacement vers les établissements hospitalo-universitaires.

En marge de cette initiative, a été organisée, sous la conduite du Pr.Choutri, une journée de formation au profit des praticiens spécialistes et généralistes des secteurs publics et privés sur les modalités de prise en charge médicale des enfants malades, souffrant de malformations congénitales des appareils digestif et génital.

Cette action, ciblant des enfants malades issus de familles nécessiteuses, vise aussi un échange d'expériences médicales entre les établissements hospitaliers spécialisés, ont souligné les organisateurs.

SOUK AHRAS 190 millions DA aux établissements scolaires pour prévenir le Covid-19

La direction de l'éducation de la wilaya de Souk Ahras a réservé 190 millions DA pour l'acquisition de matériel de prévention contre le Covid-19 dont des bavettes et désinfectants destinés aux établissements des trois paliers de l'enseignement afin de résorber le déficit enregistré sur ces produits, a indiqué mardi le directeur du secteur, Salah Bendada. Ce montant est le second à être octroyé par le ministère de tutelle aux établissements de cette wilaya dans le cadre de la prévention de cette épidémie après un premier montant de 64 millions DA, a-t-il précisé en marge du lancement d'une caravane de sensibilisation contre l'épidémie du Covid-19 en milieu scolaire dirigée vers les communes de Tifech, Rakouba, M'daourouch et Oum Laâdhaim. La caravane distribuera aux établissements de ces localités du matériel de prévention du nouveau coronavirus pour garantir une meilleure mise en œuvre du protocole sanitaire à travers les 269 écoles primaires, 80 CEM et 37 lycées de la wilaya accueillant au total 111.000 élèves, a déclaré le même responsable en présence des présidents du bureau de wilaya de l'association nationale des



parents d'élèves et de la fédération des parents d'élèves.

A chaque halte de la caravane, des conseils et orientations seront donnés aux élèves sur les pratiques à observer pour éviter la propagation du nouveau coronavirus dont le non-échange des outils scolaires entre les élèves outre le lavage des mains, la désinfection et la distanciation.

Selon les services de la direction de l'éducation, 124 cas suspects d'infection par le Covid-19 dont 70 confirmés et un décès ont été enregistrés en milieu scolaire depuis la rentrée scolaire 2020-2021.

C O R O N A V I R U S

480 nouveaux cas, 381 guérisons et 9 décès

Quatre cent quatre-vingt (480) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 381 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 96.549 dont 480 nouveaux cas, soit 1,1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2696 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à

64.401, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 14 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 13 autres ont enregistré 10 cas ou plus.

Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs, alors que 440 nouvelles hospitalisations ont été enregistrées lors des dernières 24 heures.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect



des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

VACCIN ANTI-CORONAVIRUS

L'Algérie a mis en place une procédure "accélérée" d'enregistrement (spécialiste)

L'Algérie a mis en place une procédure "accélérée" d'enregistrement du vaccin, a affirmé mercredi à Alger, Dr Salah Eddine Sahraoui, président de la Société algérienne de Biotechnologie et Recherche médicale, insistant sur la poursuite des autres mesures préventives, une fois entamée la campagne de vaccination dans le pays.

"L'Algérie, à l'instar de toutes les Agences internationales, a mis en place une procédure accélérée d'enregistrement des vaccins anti-Coronavirus, à travers, l'Agence nationale des Produits pharmaceutiques

(ANPP), par l'impulsion du ministère de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que l'Institut Pasteur qui travaille en étroite collaboration avec ces dernières.

Elle a ainsi suivi les mêmes étapes en termes d'homologation que ce qui se passe au niveau international", a déclaré Pr Sahraoui, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale.

Faisant observer que, d'ordinaire, la procédure d'enregistrement "prend du temps partout dans le monde", il a ajouté qu'eu égard à la situation sanitaire exceptionnelle cette procédure a "été accélérée", qualifiant celle-ci de "responsabilité humaine et éthique".

Pour autant, "les dossiers d'enregistrement de vaccins sont clairement décortiqués par les grands experts des grandes Agences internationales". L'intervenant a ajouté, à ce propos, que "les Agences mondiales et les instances internationales évaluent les dossiers selon les mêmes standards internationaux", insistant pour "rassurer les citoyens que ce sont les vaccins choisis par l'Algérie

passeront par tous les filtres réglementaires nécessaires avant la mise à leur disposition" du produit.

Interpellé sur la "réactivité" des pouvoirs publics par rapport à l'acquisition du vaccin et au lancement de la campagne de vaccination, le spécialiste s'est, au contraire, félicité de ce que l'Algérie soit " parmi les premiers pays " à faire vacciner la population contre la Covid-19. Abordant la question de l'efficacité thérapeutique du vaccin, le Dr Sahraoui a estimé qu'un produit "à 92 % ou 95 % d'efficacité thérapeutique, est une chose absolument remarquable et rassurante", rappelant que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) rejette l'homologation de vaccins dont la protection est "au-dessous de 50 % de protection.

"Aujourd'hui, tous les vaccins qui ont été homologués protègent assez bien (...) Nous sommes ravis de dire que la communauté scientifique a réussi en un temps record à mettre en point un vaccin contre la Covid-19, alors le record était détenu par le vaccin contre les

oreillons développé en 4 ans", a-t-il observé.

"Il est très important de rassurer la population que la mise en place du vaccin est passée par un bon parcours scientifique", a-t-il commenté, tout en relevant que "les craintes sont justifiées, la pandémie étant nouvelle et la maladie pas encore maîtrisée".

Interrogé sur la nouvelle souche du virus apparue récemment en Europe, le spécialiste a assuré que celle-ci "n'impactera pas la capacité vaccinale", arguant qu'"un laboratoire américain ait déclaré une adaptation de ces souches, au bout d'une durée allant de six à huit semaines".

Pour autant, il a mis en garde contre le fait que se faire vacciner "n'exclut pas le risque de contamination".

Aussi, a-t-il poursuivi, "l'arrivée des vaccins, qui est une arme supplémentaire, ne doit pas nous faire oublier les autres formes de prévention", avant d'insister sur la poursuite du respect des gestes et autres mesures barrières, ainsi que du développement des traitements".

CORONAVIRUS

Les coûts des tests de dépistage de la Covid-19 plafonnés (ministère)

Les coûts des tests de dépistage du coronavirus (Covid-19) ont été plafonnés à 8800 DA pour le PCR, 3600 DA pour le test antigénique et à 2200 DA pour le test sérologique, a annoncé mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

"En conclusion des entretiens menés par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avec les représentants de laboratoires d'analyses médicales privés (membres de Bio partenaires) les coûts ont été plafonnés pour le test PCR, test antigénique et le test sérologique respectivement à 8800 DA, 3600 DA et 2200 DA", précise le communiqué. Il est à noter que 19 laboratoires sur les 30 existants



sur le territoire national ont adhéré à cette proposition. Cette liste est amenée à être élargie dans les jours suivants, souligne la même source.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 1.718.209 morts

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.718.209 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 77.992.300 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 49.481.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de mardi, 14.037 nouveaux décès et 686.758 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 3.030 nouveaux morts, le Brésil (968) et l'Allemagne (962).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 322.849 décès pour 18.237.490 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 6.298.082 per-



sonnes y ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 188.259 morts et

7.318.821 cas, l'Inde avec 146.444 morts (10.099.066 cas), le Mexique avec 119.495 morts (1.338.426 cas), et l'Italie avec 69.842 morts

(1.977.370 de cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déploré le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 162 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (116), la Bosnie (116), l'Italie (116) et le Pérou (113).

L'Europe totalisait mercredi à 11h00 GMT 529.976 décès pour 24.485.509 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 489.366 décès (14.827.483 cas), les Etats-Unis et le Canada 337.248 décès (18.757.054 cas), l'Asie 212.715 décès (13.526.275 cas), le Moyen-Orient 87.702 décès (3.816.525 cas), l'Afrique 60.258 décès (2.548.663 cas), et l'Océanie 944 décès (30.792 cas).

BRÉSIL
Plus de 188.000 décès

Le Brésil a signalé mardi 968 décès liés au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le bilan à 188.259, a annoncé le ministre brésilien de la Santé.

Durant la même période, 55.202 cas supplémentaires ont été signalés, pour un total national de 7.318.821

dont 6.354.972 guérisons. Sao Paulo, l'Etat le plus touché de ce pays d'Amérique latine, a annoncé mardi qu'il doublerait les mesures de confinement pour freiner la propagation de la pandémie pendant les vacances de Noël et du Nouvel An.

Les commerces non essentiels

seront à nouveau fermés du 25 au 27 décembre et du 1er au 3 janvier, dans le cadre d'un retour à la phase d'urgence rouge de la pandémie, a déclaré la secrétaire au Développement économique de Sao Paulo, Patricia Ellen, lors d'une conférence de presse.

ROYAUME UNI

Plus grand nombre de cas enregistrés en 24h

36.804 personnes ont été testées positives au COVID-19 au Royaume-Uni au cours de ces dernières 24 heures, ce qui constitue la plus forte augmentation de cas de coronavirus en un jour depuis le début de la pandémie dans le pays, révèlent les chiffres officiels publiés mardi.

Le nombre total de cas de nouveau coronavirus dans le pays s'élève désormais à 2.110.314, selon les données. 691 autres personnes sont mortes du virus, ce qui porte le nombre total de décès liés au nouveau coronavirus au Royaume-Uni à 68.307, selon les données.

Les chiffres ont été révélés dans un contexte de graves préoccupations concernant la propagation rapide d'une nouvelle souche de coronavirus au Royaume-Uni, qui serait environ 70 % plus contagieuse. Des milliers de cas de la

variante plus infectieuse du coronavirus ont été détectés dans le pays, ce qui indique que la nouvelle souche s'est clairement répandue au-delà des zones soumises aux restrictions les plus strictes, de niveau quatre, a rapporté le journal The Guardian.

"Considérer que cette variante s'est géographiquement arrêtée à la limite des zones où les restrictions sont les plus strictes est sans aucun doute une aberration", a déclaré le Dr Jeffrey Barrett, un généticien statisticien qui travaille sur le COVID-19 au Wellcome Trust's Sanger Institute, près de Cambridge.

Plus de 40 pays ont imposé des restrictions de voyage aux voyageurs en provenance du Royaume-Uni, dans la crainte de la nouvelle souche du virus.

CHILI

L'armée confirme 36 cas dans une base de l'Antarctique

L'armée chilienne a confirmé que 26 soldats et 10 civils qui effectuaient des travaux de maintenance dans une base de l'Antarctique ont été testés positifs au nouveau coronavirus.

Dans un communiqué, l'armée a

annoncé que ces derniers jours, "le personnel qui exerçait des fonctions à la base antarctique de Bernardo O'Higgins Riquelme avait présenté des symptômes associés au COVID-19". Selon le communiqué, la conta-

gion de ces 36 hommes a été confirmée par la suite par des tests PCR, 26 militaires et les 10 autres appartenant à une société sous contrat qui effectuait des travaux de maintenance programmés.

FRANCE

Début de la vaccination dimanche pour "quelques dizaines" de personnes âgées

La première campagne de vaccination contre le Covid-19 commencera dimanche en France dans "deux ou trois" établissements pour personnes âgées et concernera "quelques dizaines de résidents", a annoncé mardi le ministre français de la Santé, Olivier Véran.

"Il y aura d'abord deux ou trois établissements concernés.

Un du côté de Paris, pas très loin de Paris, un autre du côté de la Bourgogne Franche-Comté et puis éventuellement un troisième qui est en discussion", a déclaré le ministre, précisant que les premiers vaccins

seraient "livrés samedi" sur le territoire. Ces premières injections du vaccin développés par l'américain Pfizer et l'allemand BioNTech concerneront "quelques dizaines de résidents d'abord dimanche". Ensuite, cela sera étendu "à d'autres établissements le lundi puis le mardi.

On va égrener comme ça progressivement, c'est l'initiation de la campagne vaccinale", a ajouté M. Véran.

Des livraisons de vaccins "plus importantes" sont prévues pour "la fin du mois de décembre et au début du mois de janvier".

Interrogé sur l'opportunité de ren-

dre obligatoire le vaccin pour aller au restaurant ou se rendre dans un lieu public, le ministre a répondu par la négative.

"La vaccination contre le coronavirus ne sera pas obligatoire ni pour prendre un transport en commun ni pour entrer dans un restaurant ni évidemment pour aller travailler", a-t-il déclaré.

386 malades du Covid sont décédés ces dernières 24 heures en France, portant le nombre total de décès à 61.702 depuis le début de l'épidémie, selon les chiffres publiés mardi soir par Santé publique France.

IRAN

Recrutement des volontaires pour tester un vaccin local

L'Iran a commencé mardi à recruter des volontaires pour la première phase d'essai clinique sur des êtres humains de son vaccin contre le COVID-19, a rapporté l'agence de presse officielle IRNA.

"Avec l'aval du ministère de la Santé, et après les étapes réussies dans le cadre des tests du vaccin, le recrutement des candidats souhaitant participer à la phase d'essai sur des êtres humains du vaccin iranien contre le nouveau coronavirus commencera aujourd'hui", a indiqué Mohammad Mokhber, chef de l'exécution des ordres de l'Imam, cité par IRNA.

"Les personnes qui sont intéressées et qui ont l'âge et la condition physique requis peuvent s'inscrire dans ce programme national", a ajouté M. Mokhber. L'Iran, l'un des pays les plus touchés par le coronavirus au Moyen-Orient, a signalé, à la date de mardi, un total de 1.170.743 cas de COVID-19, dont 54.003 décès. L'Iran a annoncé ses premiers cas de COVID-19 le 19 février.

MEXIQUE

Début de la vaccination

Le ministre adjoint à la Santé mexicain, Hugo Lopez-Gatell a annoncé mardi que son pays lancera jeudi sa campagne de vaccination contre le Covid-19, une fois arrivé le premier lot de vaccins commandés au duo pharmaceutique américano-allemand Pfizer/BioNTech.

"Demain (mercredi) arrive la première cargaison de vaccins Pfizer contre le SARS-Cov-2 (...) Ils seront mis à l'abri jusqu'à leur utilisation le jeudi 24 décembre, jour du démarrage de la vaccination", a écrit le responsable sur son compte Twitter. Le ministre des Relations extérieures Marcelo Ebrard avait auparavant annoncé qu'allaient arriver de Belgique 1,4 million de doses, sur les 34,4 millions que les sociétés pharmaceutiques se sont engagées à fournir au Mexique, en application d'un accord passé avec le gouvernement.

Le Mexique, qui compte 128 millions d'habitants, a enregistré 119.495 décès dus au Covid et 1,33 million de cas de contamination, selon des chiffres officiels publiés mardi. Le Mexique est le quatrième pays le plus endeuillé, en chiffres absolus - derrière les Etats-Unis, le Brésil et l'Inde - et le quinzième en nombre de morts pour 100.000 habitants. Le gouvernement a décidé que les premiers vaccins seraient destinés au personnel médical confronté à la pandémie et administrés dans la capitale Mexico (centre) et dans l'Etat de Coahuila (nord), du fait des impératifs de congélation du produit pour sa bonne conservation. Le pays a également passé des accords préliminaires d'achat de vaccins avec le projet sino-canadien CanSinoBio (35 millions de doses) et le Britannique AstraZeneca (77,4 millions de doses). Il fait également partie du mécanisme international COVAX, lui permettant d'acquérir 51,6 millions de vaccins supplémentaires.

BIÉLORUSSIE

La Biélorussie prévoit de vacciner 1,2 million de personnes d'ici la fin du printemps

La Biélorussie prévoit de vacciner 1,2 million de personnes contre le COVID-19 d'ici la fin du printemps, a déclaré mardi le ministre biélorusse de la Santé, Dmitri Pinevich, aux journalistes.

La vaccination de masse commencera en janvier 2021, a déclaré le ministre, ajoutant que le pays utilisera des vaccins étrangers.

M. Pinevich a déclaré que la Biélorussie disposera d'un vaccin pour une utilisation de masse, et qu'il y aura un certain nombre de vaccins de différents fabricants pour une vaccination gratuite et à la demande de la population.

Les professionnels de la santé, les enseignants, les employés des entreprises de commerce et de transport seront les premiers sujets vaccinés.

La Biélorussie prévoit de porter le nombre de personnes vaccinées à 5,5 millions, a déclaré le ministre, ajoutant que le pays prévoit également de développer son propre vaccin.

DOSAGE SANGUIN DES ANTICORPS HBS (SÉROLOGIE DE L'HÉPATITE B) LES ANTICORPS HBS, C'EST QUOI ?

Les anticorps HBS ou anticorps anti-HBs sont des protéines intervenant dans le système immunitaire. Ils sont dirigés contre les antigènes HBS, portés par le virus de l'hépatite B (VHB).

En d'autres termes, les anticorps HBS permettent de combattre ce virus. Leur dosage est effectué grâce à une prise de sang, lors d'une sérologie de l'hépatite B. L'analyse recherche aussi d'autres marqueurs de l'infection comme la présence d'antigène HBS, d'antigène HBe ou encore d'anticorps anti-HBe. Ces analyses peuvent notamment être effectuées pour :

- dépister l'hépatite B, notamment lors du 6^e mois de grossesse ;
- s'assurer qu'une vaccination contre l'hépatite B a bien fonctionné.

Quelle est la valeur normale des anticorps HBS ?

La présence d'anticorps HBS indique que l'organisme a été confronté au virus de l'hépatite B, via une infection ou une vaccination. Si une personne n'a jamais contracté cette maladie et n'a non plus jamais été vaccinée contre elle, il est normal que ces anticorps soient indétectables.

Si une vaccination a été effectuée, le taux d'HBs doit idéalement être supérieur à 10 mUI/ml chez l'homme et la femme adulte.

Même en absence de toute vaccination, l'immunité est considérée comme acquise chez l'adulte dès lors que le taux d'anti-HBs est supérieur à 100 U/l. Elle peut avoir été obtenue après la guérison d'une hépatite B aiguë.

Que signifient des anticorps HBS trop bas ?

Un taux d'anticorps HBS inférieur à 10 mUI/ml après une vaccination révèle parfois une résistance au vaccin. Un taux faible d'anticorps HBS peut aussi être observé pour une hépatite B aiguë débutante ou lors de sa phase de convalescence. Voire, plus rarement, lors d'une hépatite B chronique. Il faut analyser les autres marqueurs pour affiner le diagnostic. Par exemple, un taux élevé d'antigène HBS et d'antigène HBe indique plutôt un début d'infection aiguë. En revanche, la présence d'antigène HBS cou-



plée à celle d'anticorps HBe et d'anticorps HBe met plutôt sur la piste d'une forme chronique.

Enfin, l'absence d'anticorps HBS peut aussi simplement révéler qu'une personne n'a jamais contracté le virus de l'hépatite B ou n'a jamais été vaccinée contre lui.

Que signifient des anticorps HBS élevés ?
Habituellement, un taux d'anticorps HBS élevé révèle que la vaccination contre l'hépatite B a bien fonctionné ou que la personne a contracté une hépatite B par le passé mais qu'elle est désormais guérie. Il indique donc simplement que la personne est immunisée contre cette maladie.

Que faire si les anticorps HBS sont trop élevés ?

Un taux d'anticorps HBS élevé révèle une bonne protection contre les éventuelles futures infections au VHB. Il n'y a rien de particulier à faire.

Que faire si les anticorps HBS sont trop bas ?

En présence d'un faible taux d'anticorps HBS, la marche à suivre peut varier d'une personne à l'autre : s'il y a déjà eu une vaccination, une autre dose peut être administrée. On peut utiliser

jusqu'à 6 doses au besoin mais, chez certaines personnes, cela ne suffit pas à garantir une bonne immunité. On dit qu'elles sont « non répondeuses au vaccin » ; en absence de vaccin et de toute trace du VHB dans l'organisme, une première vaccination est recommandée chez les « personnes à risque », notamment les professionnels de santé ; si le virus est présent (infection aiguë débutante ou chronique), le vaccin est contre-indiqué. L'infection aiguë ne nécessite pas de traitement particulier : il faut surtout limiter les risques de contamination en attendant la guérison (ex. : port du préservatif, pas de don de sang). L'hépatite B chronique nécessite en revanche un traitement médicamenteux.

La glycémie, qu'est-ce que c'est ?

La glycémie désigne le taux de glucose dans le sang. Il s'agit d'une analyse très fréquente lorsqu'on réalise un examen sanguin. Ce taux est maintenu constant (à environ 1 gramme par litre) par un ensemble de mécanismes, de façon à alimenter les organes et les tissus en glucose de manière continue. Ainsi, en temps normal, la glycémie reste relativement stable et permet de couvrir les besoins de l'organisme, même si les apports alimentaires et sa consommation au niveau cellulaire (en cas d'effort physique ou d'émotion forte par

exemple) varient. Les deux principales hormones à l'œuvre dans la régulation de la glycémie sont l'insuline (qui diminue la glycémie) et le glucagon (qui augmente la glycémie avec deux autres hormones : l'adrénaline et l'hormone de croissance).

Quelle est la valeur normale de la glycémie ?

La valeur normale de la glycémie est de 0,7 à 1,10 gramme par litre à jeun ou de moins de 1,4 gramme par litre deux heures

après un repas. Des variations de ces normes font suspecter par exemple une intolérance au glucose, un prédiabète, voire un diabète en cas d'écart trop important et répété.

Que signifie une glycémie trop basse ?

La glycémie est jugée trop basse lorsque son taux est inférieur à 0,6 g/ml. Dans ce cas, on parle d'hypoglycémie. L'hypoglycémie est un phénomène relativement fréquent, par exemple en cas d'effort

important et d'alimentation (de consommation de glucose) insuffisante. Dans les cas les plus graves, elle peut entraîner une perte de connaissance.

Que signifie une glycémie élevée ?

La glycémie est jugée trop élevée (hyperglycémie) lorsqu'elle est supérieure à 1,26 g/litre de sang (à jeun). Pour pouvoir être interprétée au mieux en tenant compte de ses possibles variations, on réalise une autre analyse. Si dans les deux cas le taux est supérieur à 1,26 g/l,

on peut poser le diagnostic de diabète. On parle d'hyperglycémie modérée si la glycémie est comprise entre 1,10 g/l et 1,25 g/l, et d'intolérance au glucose (ou prédiabète) lorsque le taux est proche de 1,26 g/l. En temps normal, l'insuline produite par le pancréas fait diminuer le taux de sucre dans le sang en le dégradant ; en cas de dysfonctionnement, c'est-à-dire si le pancréas n'en produit pas en quantité suffisante, on a un diabète avec tous les risques et toutes les complications que cela suppose.

Dépistage du VIH : on décrypte la prise de sang

Le VIH est le virus de l'immuno-déficience humaine. Il existe deux principaux types de VIH : le VIH-1, le plus répandu, et le VIH-2, qu'on retrouve surtout en Afrique de l'Ouest. Le VIH s'attaque directement au système immunitaire mais il peut mettre des années à vraiment altérer les défenses de l'organisme. Au premier stade, on parle « seulement » d'infection au VIH. Des traitements peuvent empêcher ou retarder son évolution en sida (syndrome d'immuno-déficience acquise). On ne commence à parler de sida que lorsqu'on a plusieurs maladies dites « opportunistes » font leur apparition, en raison d'une importante fragilisation du système immunitaire.

Il existe pas un plusieurs tests du VIH. Les tests rapides et les autotests (vendus en pharmacie) détectent les anticorps VIH-1 et VIH-2 : avec un peu de sang prélevé au bout du doigt, les résultats sont connus respectivement en 30 ou 15 minutes. Les tests combinés, par analyse de sang « classique » en laboratoire, recherchent à la fois la présence des anticorps et celle de l'antigène p24 (noté Ag p24), une protéine portée par le virus. Dans l'idéal, les tests ne doivent détecter aucune présence de ces anticorps ou de l'antigène Ag p24. Lorsque le test s'agit de détecter aucun anticorps dirigé contre le VIH ou aucun trace d'Ag p24, on dit que le test est négatif. Cela signifie simplement qu'il n'y a aucune infection au VIH. Il faut toutefois rester prudent : l'Ag p24 apparaît généralement dans le sang 2 à 3 semaines après l'exposition (sans rapport sexuel non protégé) puis disparaît pour laisser la place aux anticorps dans les semaines suivantes. Il existe donc un risque de « faux négatif » si le test est effectué trop tôt.

Le test du VIH est considéré comme positif si lors des anticorps ont été détectés. Cela signifie habituellement qu'il y a eu un contact avec l'infection à VIH, bien qu'il existe de rares cas de « faux positifs ». La détection d'Ag p24 fait envisager une infection à VIH mais ne suffit pas à la confirmer. En effet, la présence de l'Ag p24 peut être due à d'autres infections...

Un test du VIH positif doit être confirmé par une seconde analyse en laboratoire. Dans l'attente du résultat, il faut déjà prendre des précautions pour ne contaminer personne (ex. : port du préservatif). Si l'infection au VIH est confirmée, d'autres analyses sont effectuées pour déterminer son intensité. Elles recherchent notamment le taux de cellules CD4 (lymphocytes T), des globules blancs dont le nombre diminue sous l'effet de l'infection) et la charge virale (nombre de copies de VIH ARN par ml de sang). Ces analyses de sang seront renouvelées plusieurs fois pour contrôler l'évolution de la maladie. Un traitement médicamenteux combinant 3 antirétroviraux (trithérapie), voire 4 antirétroviraux, peut aussi être mis en place pour limiter les risques d'évolution en sida.

Si le test du VIH a été effectué plus de deux semaines après la prise de risque, il ne faut pas hésiter à en repasser un : les analyses en laboratoire sont considérées comme fiables à partir de 6 semaines. Les tests rapides sont surtout fiables à partir de 12 semaines. En attendant que l'absence d'infection soit confirmée, il est vivement recommandé d'utiliser un

DOSAGE SANGUIN DU CHOLESTÉROL HDL

Le cholestérol HDL, c'est quoi ? Le cholestérol HDL (pour High Density Lipoprotein, c'est-à-dire lipoprotéines de haute densité) est également connu sous l'appellation de « bon » cholestérol.

Il est chargé de nettoyer les artères en transportant les lipides (grasses) vers le foie qui va être responsable de leur élimination. On le distingue du cholestérol LDL (pour Low Density Lipoprotein : lipoprotéines de faible densité) qu'on a baptisé « mauvais » cholestérol et qui favoriserait le dépôt de graisse sur les parois artérielles.

Quelle est la valeur normale du cholestérol HDL ?

Le cholestérol HDL doit, en temps normal, être à un taux minimal d'environ 0,9 mmol par litre, soit 0,35 g/l. D'une façon générale, il ne doit pas descendre en dessous. Néanmoins, les valeurs de référence du cholestérol ne sont pas les mêmes chez les hommes et chez les femmes, et elles varient en fonction de l'âge, de l'activité physique et de l'alimentation. On retient toutefois les normes suivantes chez les femmes (en gramme par litre) :

entre 0,12 et 0,37 chez les filles de moins de 4 ans ;
entre 0,31 et 0,47 de 5 à 19 ans ;
entre 0,37 et 0,65 de 20 à 49 ans ;
entre 0,42 et 0,65 de 50 à 60 ans ;
entre 0,40 et 0,68 au-delà de 60 ans.

Chez les hommes, le taux normal de cholestérol HDL doit idéalement être compris entre :

0,16 et 0,50 chez les garçons de moins de 4 ans ;
0,41 et 0,60 de 5 à 9 ans ;
0,43 et 0,63 de 10 à 14 ans ;
0,45 et 0,70 de 15 à 19 ans ;
0,50 et 0,82 de 20 à 49 ans ;
0,58 et 0,92 de 50 à 60 ans ;
0,60 et 0,94 au-delà de 60 ans.

Que signifie un cholestérol HDL trop bas ?

On considère que le taux de cholestérol HDL est trop bas en dessous de 0,35 g/l. Plusieurs



facteurs peuvent être à l'origine de cette diminution. C'est par exemple le cas d'une alimentation trop pauvre en acides gras de bonne qualité ou en cas de consommation de tabac. Par ailleurs, certaines pathologies vont se traduire par une diminution du taux de cholestérol HDL, le diabète notamment. Mais certains facteurs extérieurs comme la pollution vont aussi avoir un impact sur le taux de cholestérol HDL, de même que la prise de certains médicaments (progestatifs). On note que les enfants qui naissent carencés en cholestérol présentent des retards cognitifs, des troubles de l'immunité et des problèmes digestifs qui s'améliorent quand on leur donne du cholestérol.

Que signifie un cholestérol HDL élevé ?

Avoir un taux de cholestérol élevé est plutôt une bonne chose puisque plus le taux est élevé, plus les risques de maladies cardiovasculaires (et notamment

les pathologies des artères coronaires qui irriguent le cœur) sont faibles. Toutefois, il ne s'agit que d'un facteur favorisant, d'un marqueur, et le taux de cholestérol HDL même s'il est élevé, doit être considéré de façon plus globale en tenant compte des autres facteurs que sont le taux de cholestérol total, le taux de triglycérides, les antécédents personnels et familiaux, et l'hygiène de vie (alimentation, consommation de tabac, surpoids, activité physique, etc.).

Que faire si mon cholestérol HDL est trop élevé ?

La question « Que faire si mon cholestérol HDL est trop élevé ? » ne se pose pas, car c'est pour ainsi dire un objectif à atteindre ! En effet, avoir un peu de cholestérol est un facteur protecteur de nombreuses maladies (cancer, infections, maladie d'Alzheimer, diabète). En revanche, il faut éviter un trop grand excès de cholestérol qui pourrait malgré tout favoriser la survenue d'athérosclérose. Mais rarement

une fois encore que le HDL-cholestérol n'est qu'un marqueur de risque cardiovasculaire et non le responsable direct de son augmentation ou de sa diminution.

Que faire si mon cholestérol HDL est trop bas ?

Pour favoriser une augmentation du taux de bon cholestérol, on recommande : de réduire sa consommation d'acides gras saturés, mais de privilégier les graisses mono et surtout poly-insaturées présentes dans des huiles telles que l'huile de lin, de colza, de noix ou d'olive ; d'opter pour un régime méditerranéen riche en légumes, fruits, noix et céréales (un demi-verre de vin rouge par jour peut également être intéressant) ; de cesser sa consommation de tabac ; de se préoccuper face au stress ; de pratiquer une activité physique telle que la marche, le vélo ou la natation (environ 45 minutes, trois à quatre fois par semaine).

NUMÉRATION DE LA FORMULE SANGUINE (OU HÉMOGRAMME)

La numération, c'est quoi ? Lorsqu'on parle de numération dans le cadre d'analyses de sang, on fait référence à la numération de la formule sanguine (NFS) ou hémogramme. Cet examen biologique est très souvent réalisé pour étudier le sang et quantifier le nombre de cellules présentes dans le sang. Les cellules comptabilisées sont notamment :

- les globules rouges, responsables du transport de l'oxygène et contenant l'hémoglobine ;
- les globules blancs (leucocytes), chargés de protéger l'organisme contre les agents pathogènes ;
- les plaquettes qui interviennent pour

faire coaguler le sang. Grâce à la numération de la formule sanguine, on peut diagnostiquer diverses pathologies telles qu'une inflammation, une infection, une anémie, etc.

Quelle est la valeur normale de la numération ?

Il existe des valeurs de référence, parfois différentes chez les hommes et chez les femmes, qui permettent d'interpréter la NFS :

- les globules rouges : les hommes, ils doivent être de 4,2 à 5,7 millions par microlitre et de 4 à 5,3 millions par

microlitre chez la femme ; la quantité d'hémoglobine dans le sang doit être de 13 à 18 g/dl chez l'homme et de 12 à 16 g/dl chez la femme ; les globules blancs doivent être de 4 000 à 10 000 par mm³, sachant que chaque catégorie de leucocytes représentée, en temps normal, entre 1 700 et 7 500 g de polynucléaires neutrophiles/mm³, entre 0 et 500 g de polynucléaires éosinophiles, entre 0 et 200 g de polynucléaires basophiles, entre 500 et 4 500 g de lymphocytes, et moins de 1 000 g de monocytes par mm³ ; les plaquettes doivent être comprises entre 150 000 et 450 000 g/mm³.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

L'Afrique du Sud souligne l'urgence de relancer le processus politique

Le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès des Nations unies, l'ambassadeur Jerry Matjila, a souligné lundi l'urgence de relancer les négociations politiques entre les parties au conflit au Sahara occidental et la nécessité de "préparer les conditions pour un nouveau cessez-le-feu", après la violation par le Maroc de celui de 1991.

"L'Afrique du Sud attend avec intérêt la nomination d'un nouvel envoyé personnel du secrétaire général" pour le Sahara occidental, poste vacant depuis plus d'un an, "pour appuyer les négociations des parties (Maroc/Front Polisario) et relancer le processus politique", a déclaré M. Matjila à l'issue des consultations lundi soir, du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Sahara occidental. Les deux parties en tant qu'Etats membres de l'UA, a-t-il poursuivi, "doivent préparer les conditions pour un nouveau cessez-le-feu, en étroite coordination avec le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, conformément à toutes les dispositions pertinentes de son protocole, pour parvenir à une solution juste et durable du conflit" au Sahara occidental occupé depuis 1975. Cependant, a-t-il déploré "nous tenons à réaffirmer qu'en l'absence d'un nouvel émissaire onusien, le Conseil et la communauté internationale devraient envisager toutes les méthodes alternatives et pacifiques pour faire avancer la voie politique". Au cours des 45 années que le Conseil a été saisi de la question du Sahara occidental, peu de progrès ont été accomplis dans le processus de négociation

pour rechercher une solution définitive au conflit", a-t-il en outre regretté.

L'ambassadeur sud-africain a, à cet égard, pressé le prochain envoyé personnel de Guterres d'"agir rapidement pour faire avancer le processus politique et le faire passer à sa prochaine étape où il y a des négociations directes de fond entre les deux parties" au conflit, rappelant que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et le Royaume du Maroc "sont tous deux membres de l'Union africaine et sont liés par ses décisions".

Saisissant cette réunion, organisée à la demande de l'Allemagne, M. Matjila a réaffirmé que son pays "reste pleinement attaché aux efforts déployés pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et la réalisation de leurs libertés fondamentales et leurs droits de l'Homme". Il a aussi réitéré, par la même occasion, la position de l'Afrique du Sud, telle qu'elle a été exprimée la semaine dernière lors de la commémoration du 60e anniversaire de la résolution 1514 de l'Assemblée générale sur la Déclaration portant l'octroi de l'indépendance

aux pays et aux peuples coloniaux, une question liée, a-t-il dit, "à l'autodétermination et à la décolonisation". A propos de la récente décision du président américain sortant Donald Trump de reconnaître la "prétendue" souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, l'ambassadeur a estimé que "toute reconnaissance du Sahara occidental comme faisant partie du Maroc équivaut à reconnaître l'illégalité car une telle reconnaissance est incompatible avec le droit international". Dans le même contexte, le diplomate sud-africain a appelé à "ignorer les décisions contraignantes aux décisions collectives multilatérales" car, a-t-il soutenu, "elles constituent une violation de toutes les résolutions de l'ONU ainsi que de l'Union africaine, y compris son Acte constitutif et ses décisions". Et enfin, l'Afrique du Sud "continuera à travailler avec tous les pays partageant les mêmes idées et ainsi qu'avec la communauté internationale pour appuyer les efforts internationaux visant à soutenir le peuple sahraoui et sa quête pour parvenir à la liberté fondamentale, l'égalité, la justice et la dignité, conformément à toutes les



résolutions pertinentes de l'ONU et au droit international", a-t-il conclu.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu lundi des consultations sur les récents développements au Sahara occidental, et a été informé par le Représentant spécial du Secrétaire général, M.

Collin Stewart et la Sous-secrétaire générale pour l'Afrique (ASG) Mme Bintou Keita.

La réunion du Conseil est intervenue à la lumière de la reprise des affrontements entre les deux parties au conflit, après que les forces militaires marocaines ont rompu le cessez-le-feu le 13 novembre dernier en agissant des manifestants sahraouis dans la zone tampon d'El-Guerguerat, au sud-ouest du Sahara occidental.

Elle est survenue également dans le sillage de la démarche de Trump, vivement dénoncée à travers le monde sur fond d'appels au président élu Joe Biden de "l'annuler".

MAROC-ISRAËL

Arrivée à Rabat du premier vol commercial direct entre Israël et le Maroc

Le premier vol commercial direct entre l'entité sioniste et le Maroc est arrivé mardi à Rabat en provenance d'Israël, avec à son bord une délégation israélo-américaine, à sa tête le genre et conseiller du président américain Donald Trump Jared Kushner.

Les deux hommes devraient rencontrer le roi du Maroc Mohamed VI et d'autres hauts responsables marocains pour signer plusieurs accords, selon le programme de la visite à Rabat.

La délégation comprend le conseiller principal du président américain, Jared Kushner, et l'envoyé américain au Moyen-Orient, Avi Berkowitz, en plus du conseiller à la sécurité nationale d'Israël, Meir Ben Shabat.

Kushner a déclaré avant le décollage de l'avion que le Maroc et Israël souhaitaient renforcer leurs relations qui étaient jusque-là à 2002 à bas niveau.

Néanmoins, les deux pays ont maintenu de bons contacts dans les coulisses et quelque 30.000 à 50.000 Israéliens continuaient de se rendre au Maroc chaque année.

Selon la Cour royale marocaine, la normalisation consiste notamment en la reprise des relations diplomatiques, la facilitation des vols directs entre les deux pays et le développement des relations dans les domaines économique et technologique.

Le gouvernement marocain a commencé, par instructions royales, à activer le contenu de la déclaration de la cour royale concernant les procédures de reprise des vols et des communications avec la partie israélienne, en plus de rouvrir des bureaux de liaison dans les deux pays, comme ce fut le cas par le passé depuis de nombreuses années.

Pour rappel, cet événement intervient une dizaine de jours après l'annonce de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, en contrepartie de la décision du Makhzen de normaliser les relations avec l'entité sioniste.

NIGER

Victoire du parti au pouvoir aux élections municipales

Le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), au pouvoir depuis 2011 au Niger, a remporté les élections municipales du 13 décembre, selon les résultats provisoires publiés mardi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

Le PNDS a remporté 1.799 sièges de conseillers municipaux sur les 4.246 sièges attribués dans les 266 communes du pays.

Il est suivi du Mouvement national pour la société de développement (MNSD, indépendant 358 sièges), le parti du président défunt Mamadou Tandja, dirigé par Seïni Oumarou, et par le Mouvement patriotique pour la République (MPR, allié au pouvoir) du ministre de l'Agriculture Albadé Abouba, qui gagne 356 sièges.

Le Mouvement démocratique nigérien (Moden, opposition) de l'ex-Premier ministre Hama Amadou obtient 268 sièges.

La Ceni s'est contentée de livrer des résultats en nombre total de sièges au niveau national, sans préciser les résultats ville par ville.

La Ceni n'a pas donné de résultats pour les élections régionales, tenues le même jour que les municipales.

Ces élections locales, repoussées à plusieurs reprises depuis 2011, précèdent le scrutin présidentiel du 27 décembre.

Parmi les autres partis, le Mouvement patriotique nigérien (MPN, opposition) de l'ex-chef de la diplomatie Ibrahim Yacouba a décroché 151 sièges, le parti Paix Justice Progrès (PJP, indépendant) de l'ex-chef de la Junte, le général Salou Djibo, a remporté 146 sièges, et le Rassemblement démocratique et républicain (RDR, opposition) de l'ancien président Mahamane Ousmane 139 sièges.

Pour la présidentielle, à laquelle l'actuel chef de l'Etat Mahamadou Issoufou ne se représente pas, trente candidats sont en lice, dont Mohamed Bazoum, dauphin désigné du président.

L'ancien ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères est considéré comme un homme clé du pouvoir sous la présidence de M. Issoufou.

L'ancien Premier ministre et ancien président du Parlement Hama Amadou, 70 ans, considéré comme un sérieux challenger, a été écarté de la course par la Cour constitutionnelle en raison de sa condamnation en 2017 à un an de prison dans une affaire de trafic de bébés.

Il a qualifié sa condamnation de politique.

LIBYE

Nickolay Mladenov renonce à exercer les fonctions d'envoyé spécial de l'ONU

Le coordonnateur spécial sortant de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, qui devait devenir le nouvel envoyé spécial pour la Libye, a décidé de démissionner de l'organe mondial, a annoncé mardi le porte-parole de l'ONU.

Lundi, M. Mladenov a informé le secrétaire général (Antonio Guterres) que lorsque son mandat de coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient prendra fin le 31 décembre, il démissionnera des

Nations unies et ne pourra pas prendre le poste d'envoyé spécial pour la Libye, pour lequel, comme vous le savez, il avait été envisagé", a déclaré à la presse Stéphane Dujarric, porte-parole du chef de l'ONU.

"M. Mladenov a indiqué au secrétaire général dans une lettre qu'il avait pris cette décision pour des raisons personnelles et familiales. Le secrétaire général a remercié M. Mladenov pour son dévouement au service des Nations unies au cours des sept der-

nières années", a ajouté M. Dujarric. Nickolay Mladenov, homme politique et diplomate bulgare, était devenu le représentant spécial de l'ONU pour l'Irak en août 2013, avant d'être nommé coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient en février 2015. La proposition de M. Guterres de nommer M. Mladenov comme nouvel envoyé spécial de l'ONU pour la Libye avait obtenu le soutien du Conseil de sécurité la semaine dernière.

TUNISIE

Tunis dément toute intention d'établir des relations diplomatiques avec l'entité sioniste

La Tunisie a démenti "catégoriquement" mardi soir toute intention d'établir des relations diplomatiques avec l'entité sioniste, a rapporté l'agence TAP.

Contrairement aux informations circulant dans un certain nombre de médias sur la possibilité de l'établissement des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'entité sioniste, le ministère tunisien des Affaires étrangères, de migration et des Tunisiens à l'étranger a confirmé dans un communiqué que toutes les allégations circulant à cet égard étaient infondées et totalement incompatibles

avec la position officielle de principe de la Tunisie qui soutient la juste cause palestinienne. Dans le communiqué, le ministère tunisien a rappelé la position ferme du président tunisien Kaïs Saïed, qui avait souligné à plusieurs reprises que les droits du peuple palestinien étaient inaliénables, notamment son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant avec Al-Qods pour capitale.

"Cette position de principe découle de la volonté du peuple tunisien et exprime ce qu'il ressent en termes de solidarité et de soutien absolu aux droits

légitimes du peuple palestinien, lui qui ont été garantis par diverses références internationales, les résolutions des Nations Unies et de ses différents organes, en particulier celles du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, telles qu'adoptées par de diverses autres organisations internationales et régionales", a précisé le ministère tunisien.

"La Tunisie réitère sa pleine conviction qu'une paix juste, durable et globale ne peut être établie dans la région sans appliquer les décisions de légitimité internationale concernant les

droits du peuple palestinien à récupérer ses terres volées et à établir son Etat indépendant", a ajouté le communiqué.

En conclusion, le ministère a réitéré l'adhésion de la Tunisie au principe de ne participer à aucune initiative qui porte atteinte aux droits légitimes du peuple palestinien frère, affirmant qu'elle n'était pas intéressée à établir des relations diplomatiques avec l'entité sioniste tant qu'elle poursuit sa politique allant à l'encontre des décisions de légitimité internationale et des principes du droit international.

PALESTINE - ISRAËL

La Russie œuvre à la recherche d'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien (Poutine)

Le président russe Vladimir Poutine a réaffirmé mardi, lors d'une conversation téléphonique avec le président palestinien Mahmoud Abbas, la volonté de son pays de continuer à contribuer à la recherche d'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien, selon un communiqué de presse du Kremlin.

Lors de l'entretien, les deux dirigeants ont discuté de la coopération entre les deux pays et de la situation au Moyen-Orient.

Ils ont également échangé leurs points de vue sur la coopération bilatérale dans les domaines du commerce, de l'économie et de l'aide humanitaire, notamment dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, précise le communiqué.

Selon l'agence de presse palestinienne (Wafa), le président russe a affirmé "les positions de son pays en faveur de la réalisation de la paix et de la stabilité dans la région sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies et du droit international, sous les auspices du Quartet".

Poutine a également évoqué le soutien de la



Russie à la tenue d'une conférence internationale de paix pour lancer le processus de paix, surtout que "la Russie avait une initiative à cet égard à travers

la résolution 1850 des Nations Unies". Toujours selon l'agence, le président Abbas a informé Poutine des derniers développements de la question pa-

lestinienne et souligné l'importance de tenir une conférence internationale de paix au début de l'année prochaine pour relancer le processus de paix.

ETATS UNIS - AFGHANISTAN

Rencontre entre le chef du Pentagone et le président afghan à Kaboul

Le ministre américain de la Défense, Christopher Miller, et le président afghan Ashraf Ghani se sont rencontrés au cours d'une visite éclair du responsable américain à Kaboul, a indiqué un communiqué du Pentagone.

M. Miller, qui assure l'intérim à la tête du Pentagone, jusqu'à la prise de fonctions du prochain président américain Joe Biden le mois prochain, a évoqué avec le président afghan les négociations de paix en cours avec les talibans, "opportunité historique de parvenir à la paix dans le pays", a précisé le ministère de la défense américain dans un communiqué.

M. Miller a aussi rencontré le chef

des forces américaines en Afghanistan, le général Scott Miller, pour "avoir son avis sur la situation sécuritaire dans le pays", précise le communiqué.

Désireux de mettre un terme aux "guerres sans fin", le président sortant américain Donald Trump avait décidé de ramener le 15 janvier à 2.500 soldats le nombre des militaires américains en Afghanistan, soit plus rapidement que prévu dans l'accord conclu par les Etats-Unis avec les talibans, qui prévoit un retrait total d'ici mai 2021 en échange de garanties de sécurité.

Or l'Afghanistan est en proie à une recrudescence des violences, les talibans ayant mené ces dernières

semaines des attaques quasi-quotidiennes contre les forces gouvernementales, et il n'est pas certain qu'une nouvelle administration démocrate acceptera le retrait total prévu selon les termes de l'accord de Doha.

Au moins cinq personnes, dont quatre médecins travaillant dans une prison où sont détenus des centaines de talibans, ont été tués mardi à Kaboul dans l'explosion d'une bombe placée sous leur voiture.

La semaine dernière, le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, s'était rendu à Doha, au Qatar, pour presser les talibans de faire baisser la violence en Afghanistan.

ETATS UNIS

Trump recase ses conseillers à l'approche du départ

Le président américain Donald Trump a nommé mardi plusieurs de ses proches conseillers dans des conseils d'administration d'établissements publics, signe qu'il prépare bien son départ malgré son refus obstiné de reconnaître sa défaite.

Le président sortant, qui doit céder le 20 janvier les clés de la Maison Blanche à son successeur Joe Biden, a notamment placé son ancien ambassadeur en Allemagne Richard Grenell, qui est aussi l'un de ses défenseurs les plus fervents dans les médias, au conseil d'administration du Mémorial de l'Holocauste, à Washington.

Sa très proche conseillère Hope Hicks, qui travaillait déjà pour la Trump Organization avant de rejoindre la première campagne présidentielle du milliardaire new-yorkais dès 2015 alors qu'elle n'avait que 26 ans, intégrera elle le conseil d'administration du Fulbright Foreign Scholarship, un prestigieux programme de bourses pour les étudiants étrangers aux Etats-Unis et américains à l'étranger.

Quant à l'ancienne très discrète porte-parole de la Maison Blanche Stephanie Grisham, elle rejoint le Conseil national des sciences de l'éducation, un organe consultatif.

Sel on un communiqué annonçant plus de 40 nominations, qui vient s'ajouter à d'autres similaires ces dernières semaines, Donald Trump a aussi placé Pam Bondi au conseil d'administration du prestigieux centre artistique John F. Kennedy, à Washington. Cette ex-procureure générale de Floride avait fait partie de l'équipe juridique chargée de défendre le président lors de son procès en destitution au Sénat et a plus récemment rejoint celle qui a mené sa bataille judiciaire contre l'élection de Joe Biden.

Malgré l'échec de la quasi-totalité de ses recours en justice, la certification des résultats dans chaque Etat puis leur validation par les grands électeurs, le président sortant républicain continue d'affirmer, sans la moindre preuve, avoir remporté le scrutin de novembre.

Les spéculations vont bon train sur ses démarches -- vouées à l'échec d'après pratiquement tous les observateurs -- pour invalider le verdict des urnes. Il n'a pas dit clairement s'il assisterait à la cérémonie d'investiture du président élu démocrate le 20 janvier mais a tout de même indiqué qu'il quitterait la Maison Blanche à la fin de son mandat.

ROUMANIE

Le président nomme le ministre des Finances par intérim au poste de Premier ministre

Le président roumain Klaus Iohannis a nommé mardi le ministre des Finances par intérim, Florin Cîtu, en vue de former un nouveau gouvernement.

"Je veux assurer aux Roumains que je suis parfaitement conscient de la période difficile que traverse la Roumanie et je veux leur garantir que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour disposer d'un gouvernement stable et durable", a déclaré M. Cîtu peu après avoir été nommé Premier ministre. M. Cîtu, le candidat proposé pour le poste de Premier ministre par la majorité parlementaire tripartite qui vient d'être formée après les élections générales, a été officiellement soumis au chef de l'Etat plus tôt dans la journée, moins de 24 heures après que les dirigeants du Parti national libéral (PNL), de l'Union Sauvez la Roumanie - Parti de la liberté, de l'unité et de la solidarité (USR-PLUS) et de l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) ont signé un accord de gouvernement de coalition tard dans la journée de lundi.

Selon la constitution du pays, M. Cîtu a dix jours pour former un gouvernement et obtenir un vote de confiance au Parlement. La Roumanie a tenu les élections législatives le 6 décembre. Cinq partis siègeront au sein du nouveau parlement, le Parti social-démocrate (PSD) étant en tête des élections parlementaires avec environ 29 % des voix, suivi du PNL, avec environ 25 % des voix.

APS

ROYAUME-UNI

Le service de santé plaide pour repousser le Brexit

La fédération représentant le service public de santé britannique a demandé mercredi au Premier ministre Boris Johnson de prolonger la période de transition post-Brexit, redoutant les conséquences d'un "no deal" avec l'UE en pleine poussée d'une nouvelle souche du nouveau coronavirus.

Confronté à une envolée des cas de contaminations et d'hospitalisations attribuées par Londres à une nouvelle variante qui serait jusqu'à 70% plus transmissible, la NHS Confédération estime que les services sanitaires pourraient sortir de "la zone de danger imminente" si Boris Johnson obtenait auprès de Bruxelles une extension

d'un mois de la période transitoire qui s'achève le 31 décembre, dans une lettre adressée au dirigeant conservateur.

Une extension de cette période, durant laquelle les règles européennes continuent de s'appliquer, "permettra au NHS de continuer à se concentrer sur la lutte contre la pandémie sans avoir à affronter les changements perturbateurs engendrés par une absence d'accord", souligne la NHS Confédération, une des organisations représentant le service de santé.

"Le 1er janvier, le NHS sera en train de relever l'un des plus grands défis de son histoire durant ce qui est traditionnellement

sa période la plus chargée de l'année", indique-t-elle, soulignant que près de 19.000 patients atteints du Covid-19 étaient actuellement hospitalisés, un niveau proche de celui qui avait été observé durant la première vague au printemps.

A moins de dix jours de l'échéance et de la sortie du Royaume-Uni du marché unique européen, Londres et Bruxelles peinent à s'entendre sur les termes de leurs future relation commerciale, faisant resurgir le spectre d'une absence d'accord et les craintes de graves perturbations dans les approvisionnements du pays.

Le Royaume-Uni, qui a commencé à déployer dé-

but décembre un programme de vaccination massive, affiche l'un des bilans les plus lourds en Europe, avec plus de 68.000 morts.

Il a enregistré mardi 36.804 nouvelles contaminations, un record depuis le début de la pandémie, qui porte le total à plus de 2,1 millions de cas positifs.

Pour éviter le chaos potentiel d'un "no deal", la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon (indépendantiste) et le maire travailliste de Londres Sadiq Khan avaient déjà appelé cette semaine le gouvernement de Boris Johnson à demander une extension de la période de transition, ce que ce dernier a fermement exclu.

THÉÂTRE

Festival local de théâtre professionnel à Guelma : 1^{er} prix à la pièce "Nesstenaw fi el hit" de Bordj Bou Arreridj

La pièce "Nesstenaw fi el-hit" de l'association culturelle Numidie de Bordj Bou Arreridj a remporté la première place du festival culturel local de théâtre professionnel de Guelma dont cette 12^e édition 2020 a été exceptionnellement virtuelle à cause du Covid-19, a appris mardi l'APS, du commissaire du festival, Rachid Djerour.

Cette première place assure à la troupe sa participation au festival national de théâtre professionnel à Alger et des prix d'encouragement seront décernés aux autres troupes, a précisé M. Djerour.

La seconde place de ce festival local tenu du 17 au 21 décembre courant est revenue à la pièce "Sine Nenni" de la compagnie théâtrale Machahou de Tizi Ouzou tandis que la troisième place est allée à "Peinture spéciale" coproduite par la coopérative culturelle Teftika pour le théâtre et les arts et le théâtre régional d'El Eulma (Sétif).

Les jurys s'est basé, dans son évaluation, des six spectacles en lice sur des critères artistiques, esthétiques et techniques incluant le texte, la scénographie et le jeu des comédiens, a déclaré le jury composé de Lotfi Bensebaa (président), Abdelouhab Bouhamam et Dr. Kenza Mebarki dans son communiqué publié mardi sur la page officielle du théâtre régional de Guelma (TRG) "Mahmoud Triki".

Le jury a salué les efforts déployés par l'équipe d'organisation pour cette édition numérique incluant la tenue de conférences animées par une pléiade de professionnels du théâtre arabe sur le thème du "théâtre et de la culture" et "la diffusion des spectacles sur les pages Youtube et Facebook du TRG". Le festival culturel



local de théâtre professionnel de Guelma est une manifestation annuelle qui met en lice des troupes actives dans les wilayas

de l'Est, du Sud-est et du Centre pour un ticket de qualification au festival national de théâtre professionnel à Alger.

CINÉMA

Décès du comédien français Claude Brasseur à 84 ans

Le comédien français Claude Brasseur, qui a marqué des générations avec des films à succès et a tourné dans une centaine de films, est décédé mardi à l'âge de 84 ans, a annoncé son entourage.

Issu d'une longue lignée de comédiens, fils de Pierre Brasseur et d'Odette Joyeux, et père d'Alexandre, cet acteur au regard vif, était populaire et polyvalent, aussi à l'aise dans le film policier que dans la comédie.

Il appréciait autant le cinéma et la télé que le théâtre. En 1977, il a reçu le César du meilleur acteur dans un second rôle pour la comédie "Un éléphant ça trompe énormément", puis la consécration trois ans plus tard, avec le César du meilleur acteur pour "La guerre des polices".

Au total, en plus de 60 ans de carrière il aura tourné dans plus de 110 films, et restera notamment associé au père de Sophie Marceau dans "La Boum", film culte des années 80. Il continuait d'apparaître régulièrement à l'écran, jusqu'aux trois volets de la comédie "Campeur" dans les années 2000.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAJA
CIRCOSCRPTION ADMINISTRATIVE
DAIRA D'EL-MENIAA
COMMUNE D'EL-MENIAA
M.F. : 098447025128224

COMMUNE D'EL-MENIAA
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 99/2020

Le président de l'Assemblée Populaire communale de la commune d'El-Meniaa wilaya de Ghardaja lance un avis d'appel d'offres OUVERT pour réalisation du projet :

Fourniture de Cantine Scolaires Avec L'articles (05 lots) :

L01 : Viande rouge, viande blanche frais.
L02 : Légumes et fruits frais.
L03 : Produits alimentaires généraux.
L04 : Le lait et ses dérivés.
L05 : Pain.

Les entreprises intéressées par le présent avis doivent payer les droits et retirer le cahier des charges auprès de l'APC d'El-Meniaa (service des marchés) pendant les jours et heures de travail.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

I - DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Une déclaration de candidature dûment remplie et signée
- Déclaration de probité signée et datée
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants.
- Copie du statut de l'entreprise.
- Photocopie du registre électronique commerce dans la spécialité.
- Liste des moyens matériels établie par un commissaire de vente ou un huissier de justice + carte grise.
- Liste des moyens humaine (visée par CNASAT).
- Bilans fiscaux des 03 années passées.
- Liste des projets réalisés avec pièces justificatives.

II - DOSSIER TECHNIQUE :

- Déclaration à souscrire signée et datée.
- Mémoire technique justificatif.
- Cahier de la prescription spéciale (CPS) signée et datée et titulaire à la dernière page la mention (lire et agréé) écrit par une ligne de la soumissionnaire.
- Quittance de paiement des droits du cahier des charges.
- Respecter les délais de livraison.

III - DOSSIER FINANCIER :

- Lettre de Soumission signée et datée.
- Bordereau des prix unitaires signés et datés.
- Devis quantitatif et estimatif signés et datés.

Sous triple enveloppes adressée à :

« Monsieur Le président de l'Assemblée Populaire communale de la commune d'El-Meniaa »

Portant les références habituelles :

- « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n°... L'objet d'offre »
- L'enveloppe extérieure doit être anonyme.

N.B : Le dossier de candidature, les offres technique et financière doivent être misent sous enveloppe fermée et cachetée séparée le premier portera la mention " dossier de candidature ", " dossier technique " et la troisièmes " dossier financier " et tous les trois (les trois enveloppes) dans une enveloppe extérieure anonyme.

Les offres devront être déposées avant 12H00 du dernier jour de la durée de préparation des offres fixé à 08 jours à compter de la première parution du présent avis dans les journaux quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis candidature, techniques et financiers aura lieu le même jour à 14H30, en séance publique au siège APC.

Les participants peuvent assister à la séance d'ouverture des plis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de la préparation des offres + trois mois.

DK NEWS Anep : 2016021401 du 24/12/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya D'Oum El Bouaghi
Daira Ain babouche
Commune d'Ain Babouche NIF : 099704089103717

AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC UNE EXIGENCE MINIMALE N° 01/2020

Le président de l'Assemblée populaire et communal de la commune d'Ain Babouche lance un avis d'appel d'offres ouvert avec une exigence minimale N° 01/2020 pour la obtention qui suivant : Les cantines scolaires pour l'année budgétaire 2021. Le fournisseur (gros / détail) concerne et répondant aux conditions fixées ci-dessous peuvent retirer le cahier des charges de l'appel d'avis auprès de la commune de Ain Babouche de la wilaya d'Oum el Bouaghi à compter de la première parution du présent avis dans la presse contre paiement d'un montant de : deux mille dinars -2.000,00 DA- qui sera versé au compte du trésorier de la commune de Ain Babouche représentant les droits de cahier des charges.

Le dossier de soumission doit comporter les pièces et document exigés par la réglementation en vigueur suivante :

LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- 1- une déclaration de candidature, dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- 2- une déclaration de probité, dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- 3- les statuts pour les sociétés ;
- 4- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- 5- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :

a/ Capacités professionnelles : registre de commerce (gros / détail) en cours de validité .
b/ Capacités financières : les bilans fiscaux pour la dernière année 2019.
c/ Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles

- 6- Titestation du dépôt légal des Comptes Sociaux Copiété l'année 2019. SCS paractions , SNC , SARL , EURL, SPA) pour les Sociétés.
- 7- (Solvabilité +RIB) Références bancaires ;
- 8- Le Numéro d'identification fiscale (NIF) ;
- 09- Les références professionnelles (attestations équivalent aux projets)
- 10- Liste des moyens matériels à engager pour le projet :
✓ Matériels roulants avec Justifications (copies des cartes grises + assurances)
- 11- Liste des moyens humains .
- 12- Attestations de mise à jour (CNAS ou CASNOS) en cours de validité ;
- 13- Un extrait de rôle datant de moins de 03 mois apuré ou bénéficiant d'un échéancier de paiement et valide à la date d'ouverture des plis ;
- 14- extrait du casier judiciaire datant de moins de 03 mois (du gérant) .
- 15- Une copie du registre de commerce

le Ors Technique

- 1- La déclaration à souscrire signée et paraphé ;
- 2- Un mémoire technique justificatif conformément à l'article 78 du D.P 15/247 ;
- 3- Le présent cahier des charges (Chaque page doit être paraphée), portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

le Offre Financière :

- 1- Lettre de soumission, dûment renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- 2 - Le bordereau des prix unitaires, en chiffres et en lettres en Hors Taxes,
- 3 - Le devis quantitatif et estimatif remplis, signés, cachetés et paraphés.

N.B : Les offres seront déposées auprès du bureau des marchés doivent comporter impérativement un dossier de candidature

une offre technique et une offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées. Indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée

et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres appel d'offres OUVERT AVEC UNE EXIGENCE MINIMALE N° 01/2020. Les cantines scolaires pour l'année budgétaire 2021

Délai de préparation des offres est fixé à dix (10) jours à compter de la première parution du présent AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC UNE EXIGENCE MINIMALE N° 01/2020 dans les quotidiens nationaux ou (BOMOP). L'ouverture des plis (dossier de candidature, de l'offre technique et l'offre financière) se fera le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10.00h au siège de la commune d'Ain babouche dans le même jour.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offres pendant (120+10) jours

DK NEWS Anep : 2025004805 du 24/12/2020

ETATS UNIS

Biden : «La cyberattaque contre les Etats-Unis ne peut pas rester "sans réponse"»

La vaste cyberattaque imputée à la Russie qui a visé des agences gouvernementales aux Etats-Unis ne peut rester "sans réponse", a affirmé mardi le futur président américain Joe Biden, dénonçant l'inaction de Donald Trump.

"Nous ne pouvons pas laisser cela sans réponse", a dit M.

Biden lors d'une conférence de presse, demandant que des "décisions importantes" soient prises contre les responsables afin qu'ils "rendent des comptes".

"Cette attaque a eu lieu sous la surveillance de Donald Trump, alors qu'il ne regardait pas", a-t-il ajouté. "Son échec va se retrouver devant ma porte", a-t-il en-

core dit. "Sécuriser notre cyberspace va peut-être coûter des milliards de dollars", a dit le président élu.

"Je vais juste faire tout le nécessaire pour un, déterminer l'étendue des dégâts, deux, la manière dont cela s'est produit, trois, ce que je dois faire en interne au sein de mon administration pour protéger (le cyberspace américain) à l'avenir", a-t-il énuméré. A contre-courant de nombreux responsables

de la classe politique, y compris au sein de son gouvernement, le président Donald Trump a minimisé cette gigantesque cyberattaque ainsi que le rôle supposé de la Russie.

Le ministre de la Justice Bill Barr, qui est sur le point de quitter le gouvernement, a une nouvelle fois contredit le président sortant lundi, estimant que Moscou était derrière l'opération.

L'attaque a débuté en

mars, les pirates profitant d'une mise à jour d'un logiciel de surveillance développé par une entreprise du Texas, SolarWinds, utilisé par des dizaines de milliers d'entreprises et d'administrations dans le monde. La cyberattaque a également frappé des systèmes informatiques utilisés par de hauts responsables du Trésor et les pirates pourraient s'être emparés de clés d'encryptage essentielles, a déclaré un sénateur lundi.



ONU - ETATS UNIS

Un rapporteur de l'ONU demande à Trump de gracier le fondateur de Wikileaks Julian Assange

Le rapporteur de l'ONU sur la torture a adressé mardi une lettre ouverte au président américain Donald Trump pour lui demander de gracier le fondateur de Wikileaks Julian Assange, expliquant qu'il n'est pas un "ennemi du peuple américain".

"Je vous demande de gracier M. Assange, car il n'est pas, et n'a jamais été, un ennemi du peuple américain. Son organisation, WikiLeaks, lutte contre le secret et la corruption dans le monde entier et, par conséquent, agit dans l'intérêt public tant du peuple américain que de l'humanité tout entière", a écrit ainsi Niels Melzer. "En gracieant M. Assange,

M. le Président, vous enverriez un message clair de justice, de vérité et d'humanité au peuple américain et au monde.

Vous réhabiliteriez un homme courageux qui a souffert d'injustice, de persécution et d'humiliation pendant plus d'une décennie, simplement pour avoir dit la vérité", a-t-il insisté.

La justice britannique a fixé jeudi au 4 janvier sa décision sur la demande d'extradition de Julian Assange, réclamé par les Etats-Unis qui veulent le juger pour la diffusion de centaines de milliers de documents confidentiels.

En attendant la décision britannique, le fondateur de Wikileaks est emprisonné

à la prison londonienne de haute sécurité de Belmarsh. "J'ai rendu visite à M. Assange à la prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres, en compagnie de deux médecins indépendants, et je peux attester que sa santé s'est sérieusement détériorée, au point que sa vie est maintenant en danger", a expliqué l'expert.

Dans sa lettre ouverte à Trump, il explique que l'Australien de 49 ans "souffre d'un problème respiratoire avéré qui le rend extrêmement vulnérable à la pandémie de Covid-19 qui a récemment éclaté dans la prison".

Selon le rapporteur de l'ONU, M. Assange n'a piraté ou volé aucune des in-

formations qu'il a publiées, mais les a obtenues à partir de sources et documents authentiques, de la même manière que tout autre journaliste d'investigation sérieux et indépendant". Aussi, a-t-il fait valoir, "poursuivre M. Assange pour avoir publié des informations véridiques sur des fautes officielles graves, que ce soit en Amérique ou ailleurs, reviendrait à +tirer sur le messager+". Assange risque 175 ans de prison pour avoir diffusé, à partir de 2010, plus de 700.000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines, notamment en Irak et en Afghanistan.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE BOULAN
SOUS DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
N° 2283 /E.P.S.P.B./ S.D.R.H / 2020

ANNONCE POUR RECRUTEMENT MODIFICATION

| Grade | Condition de recrutement | Type de recrutement | Nombre de postes | Modification |
|--------------------------------------|--|-------------------------|------------------|---|
| Administrateur | Les candidats qui possèdent une licence dans l'enseignement supérieur dans les domaines et les disciplines suivantes : - licence en sciences juridiques et administratives- - licence économique - science de finance- sciences commerciales -sciences de gestion - sciences politiques et relation internationales -sciences sociologie sauf science éducation sociale - science de psychologie : spécialité des affaires et d'organisation -science de l'information et de la communication : sauf spécialité de la presse et de l'audio visuel - science islamique : spécialité religion et droit | Recrutement sur épreuve | 01 | Les délais fixés à 10 jours , ont été prolongés à 20jours a compter du 14 décembre 2020 |
| Comptable d'administration principal | Parmi Les candidats possédant D.E.U.A ou diplôme de technicien supérieur dans les spécialités suivantes : -Gestion public - droit des affaires - droit de relation en économique international -commerce international - marketing -gestion des ressources humaines - science en psychologie | Recrutement sur titre | 01 | Le modèle de recrutement a été modifié passant d'un concours , basé sur épreuves à un concours basé sur titre . |

Constitution du dossier :
-Fiche de renseignements dûment remplie par le candidat
-Demande manuscrite
-(02) photos
- Photocopie du diplôme + Relevé de notes -(sur titre)
-Certificat approprié prouvant de l'expérience Professionnelle (Attestation de travail + une copie du contrat de D.I.A.P) - (sur titre)
-Certificat d'affiliation à la caisse de sécurité sociale hors fonction publique - (sur titre)
-Attestation confirmant une formation complémentaire (en cas de nécessité) - (sur titre)
- Attestation confirmant les travaux ou les études réalisées (en cas de nécessité) - (sur titre)

Finalisation du dossier après la réussite du candidat :
- Nationalité+ Extrait de naissance + Fiche familiale en cas de besoin
-Certificat médical (médecine générale + phytologie
- Photocopie de l'attestation vis-à-vis du service national - Casier judiciaire n°03 en cour de validité
-Certificat de fils ou veuve de chahid

OBSERVATION : le dépôt du dossier au près du secrétariat de l'établissement public de santé de proximité de Boulan.

Anep : 2016021321 du 24/12/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'OUM EL-BOUAGHI
DAIRA DE DHALAA
COMMUNE DE DHALAA
Code Fiscal 098304119080916

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° : 01/2020

Conformément aux dispositions des articles 61,62 et 65 du Décret présidentiel n° 15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de DHALAA, Wilaya d'Oum El-Bouaghi, lance un avis d'appel d'offres national ouvert du projet suivant:

Marché à commandes pour l'approvisionnement des cantines scolaires en produits alimentaires pour l'année 2021

Les entreprises intéressées par l'offre, peuvent retirer les cahiers des charges et les devis auprès du bureau de marché contre le paiement. Non remboursable. de la somme de 3.000,00 DA pour chaque cahier. Les offres doivent être accompagnées des pièces justificatives des entreprises suivantes :

dossier de candidature

- 1- la déclaration de candidature remplie, signée et cachetée.
- 2- la déclaration de probité remplie, signée et cachetée.
- 3- Le statut de l'entreprise pour les sociétés (SPA.EURL.SARL.SNC.SCS par action).
- 4- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 5- L'attestation du dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés (SPA.EURL.SARL.SNC.SCS par action).
- 6- Capacités financières (Le bilan fiscal de l'entreprise de dernière année, Attestation de Solvabilité bancaire, extrait de roll)
- 7- req original de droit de cahier des charges.
- 8- Capacités professionnelles: registre de commerce contenant codes produits alimentaire à fournir
- 9- moyens matériels (l'explication dans le cadre du cahier des charges).
- 10- moyens humaines. (L'explication dans le cadre du cahier des charges).

L'offre technique

- 1- la déclaration à souscrire remplie, signée et cachetée.
- 2- Cahier de charges signé, rempli, daté et cacheté portant à la dernière page, la mention manuscrite (LU ET ACCEPTE).

L'offre Financière

- 1- la lettre de soumission remplie, signée et cachetée.
- 2- le bordereau des prix unitaires(en chiffres et en lettres) remplie, signée et cachetée
- 3- le devis quantitatif et estimatif remplis, signés, cachetés

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont obligatoire insérer dans des enveloppes séparées et cachet, indiquant la dénomination de l'entreprise, l'objet d'avis d'appel d'offre ainsi que la mention selon le cas, ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée, anonyme et comportant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° :01/2020

Marché à commandes pour l'approvisionnement des cantines scolaires en produits alimentaires pour l'année 2021

La durée de préparation des offres est fixée à (10) jours à compter de la date de première parution du présent avis. Les plis seront déposés le dernier jour de délai de préparation des offres avant 10h00 auprès du bureau des marchés publiques communal, l'ouverture des plis aura lieu le même jour (jour de travail) à 10h00, Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

Anep : 2025004807 du 24/12/2020

TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR (TABLEAU FINAL)

L'Algérienne Inès Ibbou qualifiée au deuxième tour

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée mercredi pour le deuxième tour d'un tournoi international féminin qui se déroule du 21 au 27 décembre courant sur les courts en surface rapide de Monastir (Tunisie), après sa victoire contre la Française Charlotte Gisclon (6-2, 6-2).

Un retour gagnant donc pour l'ancienne championne d'Afrique junior, qui s'était éloignée des courts pendant une quinzaine de jours, en raison d'une blessure qu'elle avait contractée lors d'un précédent tournoi professionnel, dans cette même ville de Monastir.

Au prochain tour, l'Algérienne de 21 ans sera opposée à la Tunisienne Mouna Bouzgarrou, qui de son côté a difficilement battu la Française Cosima Trinity Calinescu (2-6, 6-3, 6-4).

Bien qu'elle soit restée sans compétition pendant une bonne quinzaine de jours en raison de sa blessure, Ibbou est tout de même parvenue à se maintenir pour une deuxième semaine consécutive au 601e rang mondial de la WTA.

Un classement qui lui a valu un statut de tête de série N3 dans ce tournoi, doté d'un prize-money de 15.000 USD, et qui a drainé la participation de certaines joueuses relativement placées chez la WTA, notamment l'Espagnole Nuria Parrizas-Díaz, 232e mondiale et tête de série N1 de cette compétition.

JO DE TOKYO

Un nouveau directeur artistique pour des cérémonies "plus sobres"

Les organisateurs des Jeux olympiques de Tokyo-2020, reportés à l'été prochain en raison du coronavirus, ont annoncé mercredi avoir choisi un nouveau directeur artistique pour repenser de manière "plus simple et plus sobre" les cérémonies d'ouverture et de clôture.

La tâche sera confiée au publicitaire Hiroshi Sasaki, qui avait oeuvré en 2016 à la cérémonie de passation symbolique des Jeux de Rio à ceux de Tokyo, au cours de laquelle Shinzo Abe, alors Premier ministre japonais, était apparu dans le costume du personnage de jeu vidéo Super Mario.

Les organisateurs de Tokyo-2020 ont expliqué que la décision de remplacer la précédente équipe artistique de sept personnes permettrait d'améliorer l'efficacité, tout en remaniant ces cérémonies traditionnellement somptueuses et spectaculaires pour qu'elles soient "en phase avec la situation".

"Les cérémonies resteront une grande fête pour les athlètes et le monde entier", mais avec "une approche plus simple et plus sobre, conçue pour refléter la simplification générale des Jeux et la nécessité de continuer à envisager des mesures" face au coronavirus, ont déclaré les organisateurs dans un communiqué.

Hiroshi Sasaki remplace une équipe dirigée par Mansai Nomura, un maître du kyogen, forme comique du théâtre traditionnel nippon, qui s'était engagé à produire des cérémonies "typiquement japonaises dans l'esprit".

M. Sasaki avait conçu l'événement très dépouillé qui s'était tenu en juillet dernier pour lancer le compte à rebours à un an des Jeux reportés.

La nageuse japonaise Rikako Ikei, qui a survécu à une leucémie, était apparue dans un stade sombre et vide, tenant la flamme olympique dans une lanterne, ce qui, selon les organisateurs, symbolisait les principes censés guider des cérémonies revues et corrigées. "Il est approprié de simplifier le programme des cérémonies et de leur faire respecter d'une certaine manière l'expérience mondiale de la pandémie", ont déclaré les organisateurs. Les organisateurs intensifient les préparatifs en vue des Jeux reportés, mais une majorité de l'opinion publique japonaise préférerait un nouveau report de l'événement, voire son annulation pure et simple.

APS

HAND/MONDIAL-2021 (PRÉPARATION) ALGÉRIE "Agréablement surpris par le rendement des joueurs face à la Pologne" (DTN)

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Abdelkrim Bechkour, s'est dit "agréablement surpris" par le rendement des joueurs de l'équipe nationale, lors des deux matchs amicaux disputés face à la Pologne, lundi et mardi à Wladyslawowo (405 km de Varsovie), en vue du Mondial-2021 prévu en Egypte (13-31 janvier).

"Les joueurs m'ont agréablement surpris lors de ces deux rencontres face à une bonne équipe de Pologne.

En dépit de la longue période d'inactivité causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19), ils ont eu une bonne réaction face à l'un des mondialistes, cela est de bon augure", a indiqué le DTN, joint au téléphone par l'APS.

A pied d'oeuvre depuis jeudi dernier en Pologne, pour son premier stage précompétitif, le Sept national s'est imposé lundi face à la Pologne (26-23), avant de s'incliner face au même adversaire mardi (24-26).

"Personnellement, je suis très content de la prestation des joueurs, qui ont tenu la dragée haute aux Polonais.

Notre dernière rencontre remontait au 26 janvier 2020, à l'occasion du match pour la 3e place de la CAN en Tunisie, ce n'était pas évident de retrouver le rythme après onze mois d'inactivité.

Les repères commencent à être retrouvés.

Au fil des matchs, on



sera encore plus compétitifs en vue du rendez-vous mondial", a-t-il ajouté.

Sur le plan de l'effectif, Abdelkrim Bechkour a souligné que les joueurs évoluant en Europe "vont commencer à rejoindre le stage en Pologne à partir de ce mercredi, puisqu'ils ont été retenus avec leurs clubs respectifs".

"Le stage se déroule dans les meilleures conditions. Nous sommes dans une petite ville très calme, située à quelque 15 km de Gdansk. La salle se trouve à côté de notre lieu de résidence.

Je suis très content

qu'on puisse être là pour nous préparer en pleine période de pandémie, les choses auraient pu prendre une autre tournure avec les restrictions imposées ici et là, mais Dieu merci, ça se passe très bien", a-t-il conclu.

L'équipe nationale enchaînera le 27 décembre en affrontant la Russie, avant de défier à nouveau la Pologne, le lendemain, dans le cadre d'un tournoi à trois prévu à Jastrzebie (305 km de Varsovie).

La Biélorussie, qui devait prendre part à ce tournoi, a finalement renoncé.

Les joueurs du sélec-

tionneur Alain Portes effectueront par la suite un ultime stage précompétitif à Manama (Bahreïn) à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier.

Le départ pour le Caire se fera à partir de Manama le 11 janvier.

Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande.

Les Algériens débute-ront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

SPORT / CORONAVIRUS

Le triathlon autorisé à reprendre en plein air

Le triathlon a été ajouté aux activités sportives autorisées depuis mardi à reprendre en plein air par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), après l'adoption d'un protocole sanitaire anti-coronavirus.

L'information a été confirmée par l'APS mercredi auprès du 2e vice-président de la Fédération algérienne de triathlon (FATri) et chargé de communication, Mokhtar Hammani.

Sont désormais concernés par cette décision l'athlétisme, le cyclisme, le tennis, l'aviation et le canoë-kayak, le badminton, la voile, les sports mécaniques, le ski et les sports de montagne, les sports équestres, les sports traditionnels et donc le triathlon.

Cette reprise reste conditionnée par l'application du protocole sani-

taire anti-coronavirus exigé par le Comité scientifique de suivi et d'évaluation de la pandémie de Covid-19 et le Centre national de médecine du sport (CNMS).

Pour rappel, le MJS avait annoncé le 9 juillet, comme première étape de reprise progressive, avoir autorisé les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques 2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison du coronavirus, à reprendre les entraînements avec strict



respect des mesures de protection. Il avait aussi autorisé, la semaine dernière, les clubs de football de Ligue 2 à reprendre les entraînements depuis dimanche, alors que ceux de la Ligue 1 ont entamé la compétition au mois de novembre dernier.

HAND/ MONDIAL-2021 (PRÉPARATION)

Défaite de l'Algérie face à la Pologne (24-26)

La sélection algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue polonaise sur le score de 24 à 26, en match amical de préparation au Mondial-2021, disputé mardi à Wladyslawowo.

C'est le deuxième test match entre les deux sélections nationales, après la victoire des Algériens

(26-23) lors de la première confrontation, disputée lundi.

Le Sept national, en stage en Pologne jusqu'au 30 décembre, poursuivra sa préparation en prenant part au tournoi international de Varsovie prévu du 27 au 29 décembre, regroupant trois équipes.

Outre la Pologne (pays

hôte) et l'Algérie, ce tournoi verra également la participation de la Russie.

Le Sept national effectuera par la suite un ultime stage précompétitif à Manama (Bahreïn) à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier.

Le départ pour le Caire

se fera à partir de Manama le 11 janvier.

Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande.

Les Algériens débute-ront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

ÉLIMINATION DE L'ALGÉRIE DU TOURNOI DE L'UNAF (U20) La FAF fera "une évaluation approfondie loin de toute précipitation"

La participation de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), éliminée lundi du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) à Tunis, qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie, fera l'objet d'une "évaluation approfondie sur tous les plans, loin de toute précipitation", par la Fédération algérienne (FAF), a appris l'APS mardi auprès d'une source autorisée.

Avec un seul point seulement engrangé en trois matchs, les juniors algériens ont quitté précocement la compétition lundi, avec un triste bilan d'un match nul et deux défaites et un seul but inscrit.

Les coéquipiers de Moncef Bekrar ont entamé la compétition en faisant match nul face à la Tunisie (1-1), avant de concéder deux défaites de suite face au Maroc et à la Libye, sur le même score (1-0).

Selon la même source, "aucune décision n'a été prise concernant l'avenir du sélectionneur national Saber Bensmain, toujours en poste".

Au cours de son évaluation, la FAF prendra en compte plusieurs paramètres, dont "le jeu produit par l'équipe, l'amalgame entre les joueurs locaux et ceux évoluant à l'étranger", avant prendre d'éventuelles décisions, précise la même source. Dans un compte rendu publié lundi soir sur son site officiel, la FAF a qualifié de "désillusion", l'élimination de l'Algérie du tournoi de l'UNAF,



alors qu'elle visait l'une des deux places qualificatives à la CAN-2021 en Mauritanie (14 février- 4 mars).

Le tournoi de l'UNAF se déroule sous forme d'un mini-championnat, au bout duquel les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie,

qui verra la participation de 12 équipes. Avec l'élimination de l'Algérie et le retrait de l'Égypte en raison de la détection de plusieurs cas positifs au Covid-19 chez les joueurs, trois pays restent en course pour décrocher l'un des deux billets qualificatifs : la Tunisie, la Libye, et le Maroc, et cela à

deux journées de l'épilogue. Outre le pays organisateur, neuf pays ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental. Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, et la Namibie, du Ghana, du Burkina Faso, de la Centrafrique, et du Cameroun.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE - ALLER) CRB- Gor Mahia reprogrammé au samedi 26 décembre

Le match CR Belouizdad - Gor Mahia (Kenya), prévu initialement mercredi, comptant pour le 2e tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a été décalé au samedi 26 décembre au stade du 5-Juillet d'Alger (20h45), a annoncé mardi soir le CRB dans un communiqué. « Le club a reçu une correspondance de la Confédération africaine (CAF), l'informant de la reprogrammation du match au samedi 26 décembre », a indiqué le Chabab sur sa page officielle Facebook. Attendue lundi après-midi à Alger sur un vol en provenance de Doha (Qatar), la délégation de la formation kényane ne figurait pas parmi les passagers. Le trio arbitral tunisien désigné pour officier cette rencontre, se trouve quant à lui à Alger depuis dimanche.

Le président de Gor Mahia Ambrose Rachier a indiqué, lundi soir au site spécialisé Goal, qu'il avait obtenu l'accord



de la CAF pour reprogrammer cette rencontre, précisant que l'arrivée de l'équipe kényane à Alger est prévue mardi ou mercredi. "Il était difficile pour nous de trouver un vol pour l'Algérie en raison de la fer-

meture de l'espace aérien liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19)", a tenu à justifier le patron de Gor Mahia. La seconde manche est fixée aux 5-6 janvier 2021 à Nairobi.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2E TOUR PRÉLIMINAIRE - ALLER) L'ESS empêchée de s'entraîner sur le terrain principal à N'djamena

Les joueurs de l'ES Sétif se sont vus refuser l'accès ce mardi au stade Idriss Mahamat Ouya de N'djamena, pour effectuer l'ultime séance d'entraînement, à la veille du match face aux Tchadiens de Renaissance FC mercredi (15h00), dans le cadre du 2e tour préliminaire (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), a annoncé l'Entente dans un communiqué.

L'équipe a été empêchée d'entrer au stade pour effectuer la séance d'entraînement, et cela en présence du commissaire au match. Selon le responsable de cette enceinte, la

décision a été prise par le Ministère des sports tchadien.

Les joueurs ont été obligés de rebrousser chemin pour aller s'entraîner sur le terrain de leur hôtel, a indiqué l'ESS sur sa page officielle Facebook.

Une surprenante décision

qui va à l'encontre des règlements de la Confédération africaine (CAF), qui permettent à l'équipe visiteuse de s'entraîner sur le terrain principal, à l'heure du match, à la veille de chaque rendez-vous officiel.

L'autre représentant algé-

rien dans cette compétition, la JS Kabylie, a réalisé mardi une belle opération en allant s'imposer à Niamey face aux Nigériens de l'US Gendarmerie nationale (2-1). La seconde manche est fixée aux 5-6 janvier 2021.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2ER TOUR PRÉLIMINAIRE- ALLER) Victoire de la JSK devant l'USG Niger (2-1)

La JS Kabylie s'est imposée devant l'US Gendarmerie Nationale du Niger sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), en match aller du second tour préliminaire de la Coupe de la Confédération

africaine de football, disputé mardi à Niamey.

La JSK a ouvert le score par Ryad Bensayah (26'), avant que l'USGN n'égalise sur penalty par Amadou Darankoum (31').

Le but de la victoire des Algériens est un but contre son camp de l'équipe nigérienne à la 88e.

L'ES Sétif, deuxième représentant algérien dans la compétition, fera son entrée en lice face

QUALIF. CAN-2021 (U17) Début du stage de la sélection algérienne à Alger

La sélection algérienne des moins de 17 ans de football a entamé lundi son énième stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) qui s'étalera jusqu'au 28 décembre, dans le cadre de sa préparation pour le tournoi de l'UNAF qui aura lieu en janvier à Alger et sera qualificatif pour la CAN-2021.

Durant ce stage, la sélection algérienne pourrait affronter en amical son homologue sénégalaise les 26 et 28 de ce mois, selon la Fédération algérienne de football (FAF).

Pour ce nouveau rassemblement, le sélectionneur national Mohamed Lacete a adressé une convocation à 31 joueurs dont 16 évoluent dans des championnats étrangers.

L'ensemble des joueurs ont répondu présent, sauf Adam Dougui des Queens Park Rangers qui n'a pu quitter l'Angleterre, isolée en raison de l'apparition d'une nouvelle souche du coronavirus, a expliqué la FAF.

Les jeunes de Mohamed Lacete seront soumis à un programme chargé durant cette semaine de préparation, où les coéquipiers de Hamza Boualem auront l'honneur d'inaugurer le terrain, en gazon naturel, "T3" du Centre technique national en compagnie de l'Académie U17 FAF de Khemis Miliana lors d'une confrontation amicale.

Liste des joueurs convoqués :

Hamza Boualem (USM Alger), Boumengouche Abdelaziz (Académie FAF), Zaoui Salah Eddine (Académie FAF), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Cherdoudi Brahim El Khalil (ASO Chlef), Bouzahzah Ouanisse (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjenanet), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Benahmed Zineddine (RC Relizane), Abdellaoui Noham (AS Saint-Etienne/ France), Aid Alamin Mohamed (Olympique lyonnais/ France), Beghdadi Yanis (Stade de Reims/ France), Boukemouche Amine (Union Sportive d'Orléans/ France), Dougui Adam (Queens Park Rangers/ Angleterre), Hadji M'hamed Younes (Stade de Reims/ France), Khetir Rayan (ex-Olympique de Marseille/ France), Kraouche Rayan Mehdi (FC Metz/ France), Lagha Yanis Alladoun (Olympique lyonnais/ France), Lounci Mohand Mokrane (FC Sochaux/ France), Mahious Nadir (Montrouge FC 92 / France), Moussaoui Imran (Olympique de Marseille/ France), Notbeaere Djbril (Amiens SC/ France), Ouali Massile (En Avant Guingamp/ France), Ouchouache Anis (Amiens SC/ France), Zulliani Edhy Yvan (Toulouse FC/ France).

COUPE DU MONDE DES CLUBS 2020 Trois stades retenus pour le tournoi

La Coupe du Monde des Clubs 2020 se déroulera au Qatar du 1er au 11 février 2021, dans les stades de la Cité de l'éducation, Ahmad Bin Ali et Khalifa International, a annoncé la Fédération internationale de football (Fifa) mercredi.

Le coup d'envoi du match d'ouverture, opposant Al Duhail, champion du Qatar, et Auckland City (Nouvelle-Zélande), sera donné le 1er février à 20h30 heure locale (18h30 CET) dans le stade Ahmad Bin Ali, tandis que la finale, programmée le 11 février à 21h00 heure locale, aura pour cadre le stade de la Cité de l'éducation.

Le stade Ahmad Bin Ali a été inauguré le 18 décembre — jour de la fête nationale du Qatar —, à deux ans très exactement de la finale de la Coupe du Monde de la Fifa, tandis que celui de la Cité de l'éducation a ouvert ses portes en juin 2020 et que Khalifa International a fait l'objet de travaux de rénovation achevés en 2017.

Les trois enceintes accueilleront également des rencontres de la Coupe du Monde de la Fifa, Qatar 2022. Outre Auckland City, le qualifié de la zone Océanie, Al Ahly et le Bayern Munich représenteront respectivement la Caf et l'Uefa. Le Ulsan Hyundai FC représentera l'Afc tandis que Tigres UANL est le dernier club en date à avoir validé son billet après avoir remporté la Ligue des Champions de la Concacaf.

Enfin, la finale de la Libertadores prévue fin janvier permettra de désigner l'équipe qui portera l'étendard de la Conmebol.

Les formations engagées connaîtront leurs adversaires respectifs à l'issue du tirage au sort prévu à Zurich le 19 janvier à 16h00 (CET).

En raison de la pandémie de Covid-19, la Fifa et le pays hôte fourniront les garanties nécessaires à la santé et à la sûreté de tous les participants, affirme la Fifa.

LIGUE 1/WA TLEMEN La qualification du joueur Khat dépendra de l'avis de la commission médicale de la FAF

Le dossier médical du joueur Abdelghani Khat, recruté par le Wa Tlemcen lors de l'intersaison, a été transmis à la commission spécialisée de la fédération algérienne de football (FAF) pour trancher sur sa qualification ou non au sein de l'effectif de ce club de Ligue 1 de football.

Signataire au WAT d'un contrat de deux ans en provenance du CA Bordj Bou Arreridj (Ligue 1), ce défenseur central souffre d'une infection rénale ayant conduit le staff médical du WAT à geler sa demande de licence, a indiqué à l'APS, l'entraîneur de l'équipe Aziz Abbes.

Contraint d'interrompre sa préparation d'intersaison avec ses coéquipiers, le joueur auquel les dirigeants ont demandé de résilier à l'amiable son contrat, a apposé un nœud catégorique.

Il vient de retourner à Tlemcen en joignant à son dossier médical un avis favorable de son médecin pour reprendre son activité, a expliqué le même source. Le staff médical du club des "Zianides", qui a examiné le nouveau dossier de Khat, a décidé de le soumettre à la commission spécialisée de la FAF pour statuer définitivement sur cette affaire, a encore souligné le coach Aziz Abbes, qui était derrière le recrutement de ce joueur passé par des clubs de l'élite, à l'image de la JS Kabylie et du NA Hussein-Dey. Khat (30 ans) fait partie d'une dizaine de recrues engagées par la direction du WAT au cours du mercato estival, un club qui retrouve la Ligue 1 après sept années passées dans les deuxième et troisième paliers, mais qui trouve des difficultés en ce début du championnat, en obtenant 2 points sur 12 possibles.

LIGUE 1/USM BEL-ABBÈS Réunion wali-anciens joueurs pour débattre de la situation "critique" du club

Des représentants d'anciens joueurs de l'USM Bel-Abbès ont été reçus mardi soir par le wali, pour débattre de la situation "très préoccupante" que connaît ce club de Ligue 1 de football, a-t-on appris des concernés.

Cette rencontre, intervenant après un sit-in qu'ils ont organisé au stade 24-Février-1956 et auquel ont pris part plusieurs supporters, a été mise à profit par les hôtes du responsable exécutif de la wilaya pour "tirer la sonnette d'alarme concernant l'état des lieux prévalant dans le club", a-t-on assuré.

Confrontée en particulier à une crise financière aiguë, l'USMBA évolue depuis le début du championnat avec un effectif composé pratiquement des joueurs de la réserve, en raison de l'échec de la direction du club à qualifier ses recrues, au nombre de 13.

Cette direction est dans l'obligation de s'acquitter de pas moins de 53 millions de dinars, représentant des dettes envers d'anciens joueurs ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), pour obtenir les licences de ses nouveaux joueurs, rappelle-t-on. L'équipe est aussi sans entraîneur en chef, après



le retrait, dès la première journée, de Lyamine Bougherara, qui a conditionné son retour par la qualification des joueurs en question. La vacance du poste d'entraîneur en chef a valu à la direction, dont les comptes bancaires sont également bloqués, une amende financière infligée par la commission de dis-

cipline de la Ligue de football professionnel lors de sa précédente réunion tenue lundi.

Les participants à la réunion avec le wali, et à laquelle a pris part aussi le directeur de la jeunesse et des sports, ont réclamé "un changement radical dans la gestion du club, en affiliant ce dernier à une entreprise

publique", a-t-on fait savoir de même source. L'USMBA compte seulement un point de quatre matchs joués avant d'accueillir le MC Oran, dans le derby de l'Ouest, mercredi (15h00) pour la cinquième journée de championnat. La formation de la "Mekerra" disputera cette rencontre, encore une fois, sans ses recrues.

CHAMPIONNAT DU QATAR (QATAR SC) Belaili est intransférable

L'ailier international algérien de Qatar SC (Div.1 qatarie de football) Youcef Belaili, sollicité par Al-Duhail, est intransférable et poursuivra l'aventure avec son équipe, a indiqué le porte-parole du club Muslim Al-Halabi.

"Belaili est un cadre de notre équipe, on fera tout pour garder nos meilleurs joueurs. Ce qui se dit sur notre joueur, c'est du pur mensonge. Ce sont des rumeurs qui visent à déstabiliser notre équipe.

Je ne comprends pas l'intérêt de ces personnes-là qui véhiculent ce genre d'informations", a-t-il déclaré aux médias locaux.

Belaili (28 ans) avait rejoint Qatar SC durant l'intersaison pour un contrat de deux saisons, en provenance du Ahly Djeddah (Arabie saoudite). De-

puis son arrivée, le natif d'Oran nettement influencé le jeu de son équipe, qui occupe désormais la 5e place au classement (15 pts), alors qu'elle était reléguée au début de la saison.

En quatre matchs disputés, Belaili a marqué 6 buts, et délivré 2 passes décisives, pour 4 victoires alignées. C'est le deuxième meilleur buteur du championnat der-



rière l'attaquant espagnol d'Al-Sadd Santi Cazorla, auteur de 7 buts en 8 matchs disputés.

LIGUE 1 - JS KABYLIE Opéré du genou, Loucif débutera sa rééducation dans une dizaine de jours



L'attaquant de la JS Kabylie Merouane Loucif, opéré du genou, pourra entamer sa rééducation dans une dizaine de jours, a annoncé la direction du club de Ligue 1 de football mardi soir.

L'intervention chirurgicale subie par l'ancien joueur d'Ouled Moussa s'est en effet "très bien passée" selon la même source, et c'est ce qui a permis au staff médical de donner son feu vert aussi tôt, pour qu'il puisse entamer sa rééducation. Recruté la saison passée, pour un contrat qui court jusqu'en 2022, Loucif

a été victime de la rude concurrence et n'a pratiquement pas joué du tout.

A cette période-là, il souffrait déjà d'une blessure au genou, qui l'avait éloigné des terrains pendant plusieurs semaines, et qui avait considérablement pesé dans son incapacité à gagner une place parmi les 18.

A moment donné, le club du Djurdjura avait songé à le laisser partir, pour lui donner une chance de rejoindre un club où il aura plus de chance de s'exprimer, mais il a finalement décidé de le garder.

EVERTON
Niels Nkounkou juge ses premiers mois

L'été dernier, Niels Nkounkou (20 ans) a fait le choix de ne pas signer son premier contrat pro avec l'OM en donnant sa préférence à la Premier League et Everton. En quelques mois, le jeune latéral gauche est parvenu à gratter un temps de jeu suffisant et ses débuts prometteurs n'ont pas manqué de taper dans l'œil de bon nombre d'observateurs du championnat anglais. Mais pour palier la récente blessure de Lucas Digne, l'international espoir U19 français voit Carlo Ancelotti s'appuyer sur des joueurs plus expérimentés.



Liverpool se penche à son tour sur Jack Grealish

Cette saison encore, Jack Grealish n'en finit plus d'impressionner son monde. Avec pas moins de 5 buts inscrits et 7 passes délivrées en 12 matches de Premier League, l'international anglais démontre un peu plus chaque week-end qu'il fait dorénavant partie de la cour des grands. En contribuant grandement au maintien des Villans dans l'élite anglaise la saison passée, la star de l'équipe s'était déjà fait une réputation dans le pays. À tel point que trois des plus gros cadors du championnat en auraient fait leur priorité en vue du prochain mercato estival. Manchester United, qui avait déjà tenté sa chance l'été dernier, devrait revenir à la charge cet été à l'instar de Manchester City.

Pep Guardiola en serait un grand fan et les 110 M€ réclamés par les Villans ne refroidiraient en aucun cas le technicien espagnol. Mais ce n'est pas tout, selon les dires du Mirror ce mercredi, Liverpool garderait également un œil attentif à la situation du natif de Birmingham au milieu des récentes déclarations de Mohamed Salah. L'Égyptien serait mécontent de sa situation chez les Reds et songerait de plus en plus à un départ. Reste désormais à savoir si la formation d'Anfield sera prête à se plier aux exigences financières d'Aston Villa. Il sera quoi qu'il en soit bien difficile pour ces dernières de s'attacher les services du très courtisé Jack Grealish.

ATLÉTICO DE MADRID
Lourde sanction pour Kieran Trippier !

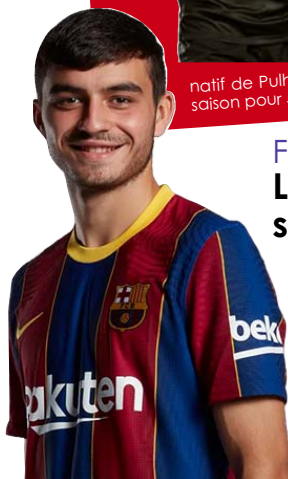
Kieran Trippier (30 ans) ne s'attendait sûrement pas à cela. Le latéral droit anglais a été lourdement sanctionné ce mercredi par la Fédération Anglaise de Football. La raison d'une telle sanction ? Le joueur de l'Atlético de Madrid n'aurait pas respecté les règles de la FA concernant les paris sportifs.

Pire, l'international britannique aurait clairement nié les faits, ce qui n'aurait pas forcément joué en sa faveur dans ce dossier. Et l'intéressé va payer lourdement son comportement. La FA a ainsi suspendu pendant dix semaines Kieran Trippier et l'a condamné à payer 70 000 livres sterling. « La suspension qui comprend toutes les activités liées au football, est effective dans le monde entier à partir d'aujourd'hui mercredi 23 décembre 2020 suite à une demande auprès de la FIFA, » précise le communiqué de l'instance. En clair, Trippier devrait manquer plusieurs matches avec les Colchoneros...



Lilian Thuram très choqué par le crachat de son fils Marcus!

Alors que la carrière de Marcus Thuram semblait parfaitement lancée, le néo international tricolore s'est fait tristement remarquer ce week-end en Bundesliga. Auteur d'un crachat contre Stefan Posch face à Hoffenheim, Marcus Thuram a choqué l'Allemagne et a pris une sanction exemplaire de 5 matches par la fédération allemande et le Borussia Mönchengladbach lui a infligé une lourde amende. Pris dans une incroyable tempête médiatique le fils de Lilian Thuram va sans doute mettre du temps à s'en remettre.



Florian Wirtz prolonge au Bayer Leverkusen

Nouveau prodige du Bayer Leverkusen qui avait débuté en professionnel en fin de saison dernière, Florian Wirtz (17 ans) est devenu indiscutable dans l'effectif de Peter Bosz. Milieu offensif polyvalent et capable d'évaluer sur les ailes, le natif de Pulheim crève l'écran et compte déjà 18 apparitions cette saison pour 5 buts et 5 passes décisives.



FC BARCELONE
Lionel Messi a enfin trouvé son nouvel associé

Le FC Barcelone s'est facilement défait de Valladolid ce mardi (0-3) et un nouveau duo offensif est peut-être né. Il s'est passé quelque chose, mardi soir, à Valladolid. Le FC Barcelone ne l'a pas simplement emporté facilement (0-3, 15e journée de Liga). Lionel Messi, buteur et double passeur décisif, a affiché un sourire qu'il n'arborait plus depuis quelques semaines. Et la presse espagnole dans son ensemble croit savoir pourquoi : la Pulga, qui a vu partir Neymar puis Luis Suarez, a trouvé en Pedri, auteur d'une brillante offrande du talon sur le but de l'Argentin, un nouvel associé idéal pour continuer à martyriser les défenses de Liga.

ALGÉRIE-QATAR

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir du Qatar

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mercredi un appel téléphonique de son frère l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, qui a pris des nouvelles de son état de santé et lui a réitéré son invitation à effectuer une visite au Qatar après son rétablissement et son retour au pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son frère l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, qui a pris des nouvelles de son état de santé et lui a adressé ses vœux de bonne santé", précise le communiqué. A cette occasion, "l'Emir du



Qatar a réitéré à monsieur le Président son invitation à effectuer une visite au Qatar après son rétablissement et son retour au pays". "A son

tour, monsieur le Président a remercié l'Emir du Qatar pour ses nobles et fraternels sentiments et accepté l'invitation".

ACCIDENTS DE LA ROUTE Cinq décès et 109 blessés dans des accidents durant les dernières 24 heures

Cinq (05) personnes ont trouvé la mort et 109 autres ont été blessées dans des accidents survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié mercredi par les services de la Protection civile. Cinq (05) personnes décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone, 2 à Sétif, 2 à Oum El Bouaghi et une autre personne à Tiaret, ont été évacuées par les éléments de la Protection civile. Les secours de la Protection civile sont intervenus également durant cette période pour prodiguer les premiers soins à 14 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains, à travers plusieurs wilayas. Par ailleurs, un total de 298 agents, tous grades confondus, et 6 ambulances ainsi que 34 engins d'incendie ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers 33 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 72 opérations de sensibilisation à travers 19 wilayas (54 communes) pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 64 opérations de désinfection générale à travers 14 wilayas (40 communes). Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, conclut le communiqué de la Protection civile.

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC

L'APN réitère son soutien constant au combat du peuple sahraoui, dénonce la normalisation des relations israélo-marocaines

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a réaffirmé mercredi le soutien des députés de la chambre basse du Parlement au combat du peuple sahraoui pour l'indépendance, dénonçant par la même occasion "le troc irrationnel et immoral auquel a recouru le Maroc à travers la normalisation de ses relations avec l'entité sioniste". "La déclaration du président américain sortant au sujet du Sahara occidental ne pourra en aucun cas modifier la nature juridique et historique du Sahara occidental", a précisé M. Chenine qui s'exprimait lors des travaux d'une journée parlementaire placée sous le thème "Pour l'application du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", en présence du corps diplomatique accrédité en Algérie et nombre de personnalités nationales et d'experts.

Attaché à ses "droits légitimes intransgressibles, irrédutibles et inaliénables", le peuple sahraoui est déterminé à "poursuivre la résistance légitime, sous toutes ses formes, dans le but de défendre son droit à l'autodétermination et à l'exercice de sa souveraineté sur son territoire", a souligné M. Chenine lors de cette journée, organisée par la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de l'émigration à l'APN. Et de confier que "la nature historique, humanitaire, juridique et morale juste de la cause sahraouie, ainsi que l'attachement de ce peuple à ses droits légitimes, sont autant d'éléments qui expliquent le combat continu d'un peuple pacifique, civilisé et patient pour son émancipation et le recouvrement de sa souveraineté". Ce peuple qui "refuse tout complot ciblant ses droits, tel que relevé lors des différentes positions onusiennes, internationales et civiles rejetant la

conspiration", a soutenu le président de la Chambre basse du Parlement. Pour M. Chenine, les événements survenus à El-Gueguerat "ont clairement influencé le processus de résistance du peuple sahraoui, en mettant en échec les stratégies de blackouts médiatiques, de contrevérités politiques et de la tergiversation de la diplomatie marocaine au niveau du Conseil de sécurité".

"La cause sahraouie est désormais plus visible médiatiquement, au sein de l'ONU, de l'Union africaine (UA) et de toutes les instances internationales qui soutiennent la cause sahraouie et appellent à la nécessité pour le Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités dans la prise des décisions indispensables à la relance du processus de règlement", a-t-il ajouté. Un processus, poursuit M. Chenine, qui doit passer par la nomination de l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, tout en obligeant le Maroc à "respecter le cessez-le-feu conclu en septembre 1991, la protection des civils sahraouis des politiques de répression marocaines, ainsi que par l'interdiction du pillage des richesses minières et halieutiques sahraouies". Selon le président de l'APN, le Secrétaire général de l'ONU "doit consulter son Conseiller juridique sur le caractère illégal de l'ouverture de représentations diplomatiques étrangères dans les territoires occupés du Sahara occidental", avant de rappeler la nécessité de permettre à la Minurso d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental dans les plus brefs délais. Et de rappeler que "l'autodétermination est un droit garanti dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), la résolution onusienne 1514 et dans les

différents pactes régionaux relatifs aux droits de l'Homme, dont la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples". Soulignant que ce droit rappelle, de par sa formulation et ses dimensions, à l'ONU ses engagements quant à l'impératif de mettre fin à l'occupation illégale des territoires non autonomes et de permettre à leurs peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination à travers un référendum démocratique, loin de toute pression, diktat ou coercition, M. Chenine a affirmé qu'il "incombe à tous les pays de contribuer efficacement à faciliter l'exercice de ce droit et à ne pas l'hypothéquer par leurs calculs géopolitiques et économiques". Le président de l'APN a rappelé, par la même occasion, les positions de l'Algérie à l'égard du droit des peuples à l'autodétermination, qui "sont fondées sur des principes inébranlables, loin de tous calculs géopolitiques", ce qui place l'Algérie à "l'avant-garde de la défense du droit à l'autodétermination, en étant un acteur proactif contribuant à la sécurité, la paix et la stabilité régionales et internationales, dans une logique de solidarité fondée sur la légitimité internationale. M. Chenine a en outre réaffirmé "la disposition de l'APN d'accompagner l'Assemblée nationale sahraouie et celles des pays amis dans le renforcement de leurs capacités parlementaires en matière de formation, de partage des meilleures pratiques parlementaires, notamment au niveau de la diplomatie parlementaire, et de coordination de nos positions dans les cadres parlementaires multilatéraux dans lesquels nous sommes membres, au service de la cause de nos frères sahraouis, afin de contribuer à la réalisation de leur ambition légitime pour l'indépendance et la souveraineté".

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Arrestation de deux éléments de soutien aux groupes terroristes durant la dernière semaine (MDN)

Deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 16 au 22 décembre 2020, indique mercredi un bilan publié par le ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté (02) éléments de soutien aux groupes terroristes à Khenchela, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit une (01) bombe de confection artisanale à Rélizane", est-il précisé dans ce bilan.

Selon la même source, "de grandes quantités de kif traité s'élevant à (24) quintaux et (58,632) kilogrammes, ayant été introduites via les frontières avec le Maroc" ont été saisies, lors d'opérations distinctes, durant cette période.

En outre, (37) narcotrafiquants ont été arrêtés par détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, lors de ces opérations menées "dans le cadre de la lutte contre la

criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotraffic dans notre pays".

Détaillant ces opérations exécutées "dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", le bilan fait état de la saisie, dans la zone d'Oum Laachar à Tindouf, d'une "importante quantité de kif traité s'élevant à (10) quintaux et (03) kilogrammes" par un détachement combiné de l'ANP.

A Nâama, "les Garde-frontières ont appréhendé, (05) narcotrafiquants de nationalité marocaine et saisi (06) quintaux et (87,670) kilogrammes de la même substance dans deux opérations", alors que "deux (02) narcotrafiquants ont été arrêtés à Béchar où (03) quintaux et (40,5) kilogrammes de kif traité et (320) grammes de cocaïne ont été saisis".

Dans le même contexte, trente (30) narcotrafiquants ont été interceptés par des détachements combinés de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et les

Garde-frontières qui ont saisi également (04) quintaux et (27,462) kilogrammes de kif traité, (790) grammes de cocaïne et (18024) comprimés psychotropes, lors d'opérations distinctes menées à Adrar, Oran, Tlemcen, Ain Defla, Ouargla, Ghardaïa, Tébessa, Batna, Sétif, Annaba et Sidi Bel Abbès.

D'autre part, (197) individus ont été arrêtés à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et Tindouf par des détachements s de l'ANP qui ont saisi également (35) véhicules, (333) groupes électrogènes, (148) marteaux piqueurs, (376) sacs de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite ainsi que (3,84) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande.

Neuf (09) autres individus ont été arrêtés, et (08) fusils de chasse et un (01) pistolet automatique ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Khenchela, Sétif, M'sila, Batna et Oum El Bouaghi, est-il précisé dans le bilan, soulignant

que "des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (23411) litres ont été déjouées à Tamanrasset, Adrar, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf". Par ailleurs, des tentatives d'émigration clandestine ont été déjouées par les Garde-côtes et les services de la Gendarmerie nationale qui ont procédé au sauvetage de (185) individus dont (17) émigrants de nationalité marocaine, à bord d'embarcations de confection artisanale à AinTémouchent, Tlemcen, Mostaganem, Alger, Boumerdes, Annaba et El-Tarf, alors que (81) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Tindouf, Rélizane, Ouargla, Ghardaïa, Tamanrasset, Saïda et Djanet.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a estimé, à ce titre, que ces "multiples opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs", "reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers tout le territoire national".